

X57-AMDF9- Association des Mairies Démocrates de France

Émission du 30/07/2025 sur DDs Médias
https://www.amdfrance.org/index.php/medias/amdf/#x57
Musique : Kipling – Carmin. D
https://hyperfollow.com/carminD

L'émission recevait Renaud Alquier, 46 ans, journaliste, entrepreneur et militant engagé au sein de la **coalition citoyenne**. Né à Paris en 1979, formé au Centre de perfectionnement des journalistes, il a d'abord exercé cinq ans comme journaliste sportif avant de se tourner vers le numérique et l'entrepreneuriat, créant sa propre société pendant dix ans. Installé à Bordeaux depuis cinq ans, il enseigne et conseille en transformation digitale tout en menant un combat pour « une première démocratie » fondée sur l'intelligence collective et la participation citoyenne. Renaud Alquier rappelle que la coalition citoyenne est née à la suite des Gilets jaunes, du mouvement contre le pass sanitaire et de la réforme des retraites, avec le constat qu'aucune avancée sociale majeure n'avait été obtenue. Son slogan : « Les partis au placard, le peuple au pouvoir ». Pour lui, changer les personnes ou les partis dans la Ve République ne résoudra rien ; il faut changer le modèle politique. Il distingue trois types de listes pour les municipales : les listes 100 % citoyennes et indépendantes, les listes hybrides associant citoyens et micro-partis, et l'« infiltration » dans les partis traditionnels. Son objectif : accompagner toutes les démarches transpartisanes visant à instaurer une démocratie plus horizontale, intégrant référendum d'initiative citoyenne, assemblées de co-décision et mandat révocatoire. Sur le plan pratique, il insiste sur la nécessité de financement, évoquant des soutiens franco-français issus de la philanthropie démocratique et des cagnottes solidaires. Concernant l'organisation, il défend la structure horizontale mais avec coordination, pour éviter l'inefficacité observée dans certains mouvements dépourvus de leadership identifié. Renaud Alquier plaide pour une transition progressive : passer d'une démocratie représentative défaillante à une démocratie participative, puis directe. Il participe au projet des États généraux de la démocratie via la plateforme Décidim, pour recueillir et voter des propositions citoyennes. La coalition citoyenne fédère plus de trente collectifs aux profils variés : certains privilégient la rue et l'action militante, d'autres la voie électorale. Elle se donne

pour mission de coaliser ces forces autour de deux leviers – les urnes et la mobilisation – afin de reconquérir la souveraineté populaire. L'objectif est clair : « Agir ensemble, d'une même voix, sous la même bannière, partout en France ».

Verbatim total brute et sans correction transcrit par IA

[Intervenant 2] (2:09 - 9:04)
Bonsoir à tous, bonsoir à notre invitée. Bonsoir Renaud Elkier. Bonsoir.

Bonsoir Karl qui est parmi nous ce soir. Bonsoir Marc aussi. Et puis le retour de l'enfant prodigue Kali, enfin qui sera le seul aujourd'hui et comme d'habitude à garder son pseudonyme ou son anonymat.

Vous choisirez, vous savez qu'au sein de la MDF et de Démocratie Directe, nous avons pour maxime de vouloir protéger votre intégrité psychique, physique et sociale. Et donc à ce titre, nous acceptons, on en déplaise à certains, l'anonymat et le pseudonymat. Avant de commencer l'émission et de présenter notre invité d'aujourd'hui, je voudrais souhaiter à tous la bienvenue à Démocratie Directe avec DS et à la MDF, l'association des mairies démocrates de France, qui est son pendant juridique ou moral.

Nous présentons et nous défendons le pluralisme en matière de modèles démocratiques directs. On essaye de promouvoir la citoyenneté décisionnelle et applicative et la protection, comme je viens de vous le citer, de votre intégrité physique, psychique, financière et sociale. Ce n'est pas nous qui allons effectivement vous appeler à l'insurrection.

Nous sommes composés de citoyens qui prônent l'involution, une forme d'éveil intérieur et individuel au service du collectif, ainsi que l'information et l'action de réappropriation de notre pouvoir politique au niveau local comme au niveau national. Nous essayons de vous informer des idées, des propositions et des actions de personnes, mouvements, associations ou partis dans des émissions qui se veulent bienveillantes, divergentes néanmoins comme convergentes. Nous n'avons pas de crainte du débat social, des modalités de la prise de pouvoir et d'être force de propositions.

La pluralité, l'universalisme et une forme d'inclusion de faits sont aussi le fondement de nos valeurs. Nous revendiquons une neutralité apartisane et à ce titre informer, vous soumettre, partager ou diffuser ne veut pas dire que nous adhérons. La polémique stérile, bien entendu, les attaques personnelles, les procès d'intention, les parles-forts, les insultes, les propos réconciles légalement et les trolls, bien évidemment, n'ont pas leur place dans cet agora.

De même, nous essayons que la sexualité, la santé, la religion, la spiritualité, le vote essayent de rester dans la sphère privée, sauf si bien sûr la thématique de l'émission s'y prête ou la légitimité et la pertinence de notre invité. Néanmoins, aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le respect de la législation en cours. L'opposition bienveillante, la critique constructive et respectueuse, la divergence d'opinion sont vivement encouragées, car la citoyenneté est un état transversal de notre humanité que nous devons développer.

Voilà, tout est dit ou presque, n'oubliez pas qu'une chose est très importante dans notre démarche et surtout avec la MDF, que le véritable candidat c'est vous et ce soir nous allons en avoir la preuve plus que jamais avec notre invité. Merci donc de votre civilité pour les intervenants, les animateurs, de votre écoute, de vos questions si vous êtes extérieurs et je vous souhaite à tous une bonne émission et je vous invite à nous rejoindre. Nous allons donc commencer cette cinquantième programmation déjà de démocratie directe avec des S et la neuvième de la MDF, l'association des mairies démocrates de France, puisqu'aujourd'hui nous avons une thématique avec notre invité Renaud Elkier, représentant de la coalition citoyenne et notre thématique est assez simple, c'est comment faire que les listes citoyennes démocrates en 2027 puissent éventuellement gagner. Donc on va vous présenter rapidement notre invité Renaud Elkier, 46 ans, père de deux enfants, est un journaliste, entrepreneur et militant engagé dans le mouvement de la coalition citoyenne, une initiative visant à renouveler la démocratie en France à travers une approche participative et apartisane.

Vous comprendrez donc que nous avons invité Renaud Elkier, c'est-à-dire qu'en trois lignes il a brossé un portrait qui correspond tout à fait à notre démarche. Il est né en 1979 à Paris, il a étudié au centre de formation de perfectionnement des journalistes en 2003. Sa carrière professionnelle s'étend sur plus de 20 ans dans le domaine du marketing digital, de la transformation numérique et du journalisme.

Aujourd'hui il enseigne dans des écoles bordelaises intervenant comme formateur et consultant pour des entreprises toujours dans le domaine du digital. Renaud Elkier s'engage activement pour promouvoir une démocratie participative, attention aux mots, basée sur l'intelligence collective, décidément c'est à la mode, et des mécanismes comme le référendum d'initiative citoyenne, le fameux RIC, en toute matière ou pas, nous en discuterons avec lui. Il est impliqué dans l'organisation de listes citoyennes pour les élections, notamment les législatives anticipées de 2024, où la coalition a présenté 165 candidats dans 577 circonscriptions excusées du peu, prônant un système politique où la voix des citoyens prime sur les partis traditionnels.

En tant que contact média pour la coalition, il a joué un rôle clé dans la communication, notamment pour l'appel du 24 juin 2024 qui visait à mobiliser les citoyens pour un changement systémique, démocratique. Il est également candidat à la tête d'une liste citoyenne pour les municipales de 2026 à Bordeaux où il réside, et pour laquelle d'ailleurs nous l'avons déjà reçu. Ce n'est pas à ce titre qu'aujourd'hui nous allons partager ce moment haute en intensité intellectuelle, espérons-le, dans toutes les contractions.

En 2026, des centaines d'entre nous vont se lancer dans un défi fou, en tout cas on l'espère, devenir le maire de leur commune, pour améliorer concrètement et immédiatement le quotidien de leurs concitoyens. Alors se pose la question, comment faire gagner les listes de citoyennes démocrates en 2026 ? Est-ce que Renaud, bonsoir à nouveau, ce portrait te convient à peu près ?

As-tu quelque chose à rajouter avant que nous nous attaquions cette émission et que nous essayons d'abord de faire la présentation en plus en profondeur de l'homme assez rapidement puisque nous avons déjà eu la chance et l'honneur de te recevoir en ce qui concerne la liste citoyenne sur Bordeaux ?

[Intervenant 1] (9:04 - 9:18)
C'est très bien Stéphane, merci de votre invitation, merci pour le portrait dressé, il est tout à fait conforme à qui je suis et à mon engagement citoyen, donc c'est parfait, je suis tout à vous pour les deux heures à venir pour répondre à toutes vos questions.

[Intervenant 2] (9:20 - 9:39)
Parfait, donc si tu veux bien nous rappeler un petit peu, très brièvement, ton parcours professionnel, éventuellement les entreprises dans lesquelles tu as un petit peu travaillé, parce qu'aujourd'hui tu es bordelais, mais il me semble donc que plus grand de ton parcours professionnel, en tout cas une bonne moitié, c'est fait sur la région parisienne.

[Intervenant 1] (9:41 - 11:48)
Oui tout à fait, je suis né à Paris, je suis passionné de sport à la base et donc je voulais devenir footballeur professionnel, comme beaucoup d'adolescents, j'ai eu un petit problème de genoux qui fait que ma carrière s'est arrêtée rapidement et du coup j'ai voulu devenir journaliste sportif, voilà je voulais côtoyer le monde du sport professionnel par le biais du coup du journalisme et j'ai eu la chance à l'âge de 21 ans de me retrouver au stade de France avec ma carte de presse, avec le badge sur la pelouse et devant moi c'est Zinedine Zidane et l'équipe de France, c'était un certain France-Slovénie, je m'en souviens comme si c'était hier, voilà j'ai eu la chance de réaliser mon rêve à 21 ans de devenir journaliste sportif et d'aller faire les interviews des joueurs, de couvrir le match et ce pendant plus de cinq ans j'ai fait ce métier avec passion, avec plaisir et ensuite j'ai bifurqué, j'ai eu la chance de tomber également dans le numérique, en l'an 2000 j'avais autour de 20 ans et j'ai vu arriver cette vague internet extraordinaire, j'ai eu la chance de travailler dans des startups très jeunes et du coup je me suis passionné pour ce qu'on peut appeler aujourd'hui la transition numérique, la

transformation numérique de notre société, la désintermédiation, la dématérialisation, voilà et j'ai vu dans ces nouvelles technologies des choses extraordinaires qui pouvaient du coup me permettre moi de faire ma carrière professionnelle, donc je me suis lancé comme entrepreneur à l'âge de 26 ans, voilà j'ai monté ma propre entreprise pendant dix ans et tout ça à Paris dans le 17e, voilà et puis après plus de dix ans d'entreprenariat j'en avais plein le crâne et j'avais une vie très active on va dire, très intense et du coup pour éviter le burn out j'ai eu envie d'arrêter tout ça, de revendre tout ça et de partir vivre dans le sud, voilà j'en ai profité pour faire mes deux merveilleux garçons et voilà depuis cinq ans avec toute ma petite famille on est installé à Bordeaux avec un rythme de vie plus calme et du coup je me passionne toujours pour le numérique, pour la transformation numérique mais j'y ajoute maintenant cette quête démocratique avec la transformation démocratique que j'essaie avec tant d'autres voilà de porter par mon action militante.

[Intervenant 2] (11:49 - 12:03)
Donc du sport, du football à la politique citoyenne donc ce serait une gageure de dire que tu es le Pascal Pro de la démocratie citoyenne.

[Intervenant 1] (12:03 - 16:41)
Écoute on pourrait dire ça comme ça, j'aurais aimé devenir, à l'époque je voulais aller chez Canal Plus ou chez France Télésport, voilà j'aurais aimé couvrir les Jeux Olympiques, les courses de Formule 1 partout dans le monde, je voulais voyager à travers le sport mais voilà par le numérique et l'internet c'est sans frontières, on travaille tout le temps partout avec plein de gens très différents, j'ai la chance dans mon parcours professionnel de croiser et d'accompagner énormément d'entreprises différentes, des petites, des moyennes et des grandes, voilà d'accompagner aussi des projets d'entreprenariat. Voilà donc très axé sur l'action, j'ai un parcours très pragmatique, je suis pas un théoricien, je suis dans le concret et par mon expérience de chef d'entreprise j'ai été habitué à travailler avec des gens venant de différents horizons, avec des compétences multiples et voilà il fallait réussir à mettre toute cette énergie dans le même bateau pour aller dans le même sens, le même objectif, voilà et donc j'ai gardé j'allais dire cet esprit d'entrepreneur dans mes actions citoyennes, voilà puisque j'essaye aujourd'hui avec d'autres de coaliser un maximum de forces citoyennes, voilà merci de présenter la coalition. Elle est née il y a deux ans et demi à peu près, elle est née essentiellement suite aux mouvements des gilets jaunes, suite aux événements liés au pass sanitaire, suite aux manifestations massives contre la loi retraite, voilà et comme beaucoup, moi j'ai porté le gilet jaune à Paris, j'ai été sur les Champs-Elysées, quand on nous a dit d'aller marcher sur l'Elysée, j'ai marché vers l'Elysée et j'ai vu passer les balles de LBD très très près, les grenades dans mes pieds ou presque, voilà j'ai vécu de très très près ces événements-là et puis tout après, tout s'est arrêté très brutalement et là je me suis dit mais qu'est-ce qui s'est passé, qu'est-ce qu'on a gagné ? Qu'est-ce qu'on a gagné ? Des millions de français sont descendus dans la rue, un mouvement social comme on n'avait pas connu depuis mai 68 et qu'est-ce qu'on a gagné au final ?

En 68, il y a eu une semaine de comptes payés en plus, il y a eu 30% d'augmentation des salaires, il y a eu une reconnaissance par exemple du droit syndical, il y a eu des avancées sociétales très importantes, majeures, après le mouvement des gilets jaunes, rien, une espèce de chèque en blanc qui a disparu aussi vite qu'il est arrivé mais rien, aucune avancée sociale et au contraire, la situation s'aggrave, le prix de l'essence a continué à monter, l'inflation a continué à augmenter, le chômage de masse toujours là, la dette s'aggrave, la situation internationale et même interne du pays s'aggrave, les classements de la France à peu près partout s'écroulent et donc rien ne s'est arrangé depuis les gilets jaunes, au contraire.

Cette cohésion citoyenne, je pense que ce n'est pas en changeant un président, ce n'est pas parce qu'on mettra demain Mélenchon ou Le Pen que ça va s'améliorer, on pense que ce n'est pas un problème de personnes, ce n'est même pas un problème de partis, on a un slogan qu'on aime bien chez nous, c'est les partis au placard, le peuple au pouvoir. On pense que les partis qui nous gouvernent depuis 40 ans nous ont mis dans la situation dans laquelle on est aujourd'hui, donc ils sont tous responsables, ils sont tous comptables du bilan catastrophique de la gestion de notre pays. On pense qu'en fait, l'urgence de notre pays, c'est les pratiques de la vie politique et pour ça on milite avec d'autres sur l'instauration d'une première démocratie.

On pense que cette cinquième république qui existe depuis un peu plus de 70 ans, qui est la république qui a d'ailleurs le plus long temps vécue, les autres républiques ont vécu moins de temps que ça, on pense qu'elle est à bout de souffle, qu'elle n'est plus pertinente, qu'elle n'est plus adaptée avec son époque, qu'elle est largement trahie dans ses idéaux, dans ses valeurs par les lobbies, les partis, le pouvoir financier, le pouvoir médiatique, au détriment de qui ?

Au détriment de nous, le peuple, le petit peuple, les citoyens, qui ne sommes pas représentés au final ou si mal représentés, parce que ces élus qu'on envoie à l'Assemblée, malheureusement, on peut dire qu'ils ne nous écoutent pas vraiment, on peut dire qu'ils parfois même se moquent de nous et puis malheureusement, j'ai envie de vous dire, ils nous font un peu les poches. La situation s'aggrave et pour nous, si on change des personnes politiques en restant dans une cinquième république, rien ne s'arrangera. L'extrême gauche fera des choses que l'extrême droite n'aimera pas, l'extrême droite fera des choses que l'extrême gauche n'aimera pas, comme la droite et la gauche jouent au ping-pong depuis 40 ans et ça ne progressera pas pour l'intérêt général.

Nous, on pense qu'il faut changer le modèle démocratique et pour ça, on milite pour une première démocratie.

[Intervenant 2] (16:43 - 17:10)
Alors, est-ce que tu peux nous expliquer comment, à un moment donné, tu as eu un engagement en politique individuelle et comment tu es passé du sport individuel au sport collectif et que tu as voulu coaliser ? Explique-nous un petit peu cette métamorphose intellectuelle. Est-ce le résultat de rencontres ?

Est-ce une maturation intérieure ? Est-ce que tu peux nous en dire un petit peu plus à ce sujet ?

[Intervenant 1] (17:10 - 19:04)
Oui, avec plaisir. Déjà, tu as compris que j'ai aimé le football. Le football, c'est un sport co.

Et donc moi, très vite, j'ai aimé le collectif. Je suis convaincu que tout seul, on va très vite et qu'ensemble, on va beaucoup plus loin et qu'on construit des choses beaucoup plus solides, beaucoup plus durables. Je ne suis pas un individualiste, je ne pense pas être égocentré.

Je suis très sensible à la notion du collectif. Pour moi, un match de foot, ça se gagne à 11 et ça se perd à 11. La démocratie, pour moi, on va la gagner à 67 millions d'habitants de français.

Et ce n'est pas quelques centaines ou quelques dizaines de personnes dans un coin, dans un parti qui, tout seul, vont le faire. Moi, j'aspire à ce que des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de Français s'emparent des référendums, aillent dans des assemblées citoyennes, aillent voter localement, s'imposent localement, s'impliquent également dans la vie politique. Alors évidemment, c'est un changement de culture, c'est une évolution dans notre pratique démocratique.

Mais en tout cas, cette notion collective, pour moi, elle est fondamentale. C'est pour ça que je prône et je défends massivement ce qu'on appelle aujourd'hui l'intelligence collective. Je crois qu'à 68 millions de cerveaux, 67 ou 68 millions de cerveaux, on réfléchit mieux qu'avec quelques énarques ou quelques hauts fonctionnaires planqués dans des bureaux des ministères qui décident quasiment aujourd'hui de tout pour nous.

Je suis très sensible à cette intelligence collective qui remonte aussi du terrain, qui sont des gens qui pratiquent au quotidien et qui sont dans des associations, qui sont dans des ONG, qui sont dans des entreprises, qui sont actifs dans un conseil syndical, qui sont actifs dans une association sportive ou culturelle. Bref, des gens de la société civile. On peut les appeler les sans-étiquettes.

On me propose de créer le parti des sans-étiquettes, par exemple, le parti de la société civile. Je me sens complètement dans cet ADN-là.

[Intervenant 2] (19:05 - 20:24)
– Alors, deux petites choses. La première, on avait reçu il n'y a pas si longtemps que ça, Louis-Marie Blanchard, que tu dois connaître puisque nous sommes un petit monde, qui lui a vraiment fait des études et l'a appliqué cette fameuse intelligence collective pour laquelle, comme beaucoup, tu t'en revendiques. On peut penser à Frédéric Bascognana avec le pic qui vient de monter.

Il y a beaucoup de gens qui, aujourd'hui, emploient ce terme-là comme un slogan, comme un ralliement. Je ne sais pas si le pic de Fred est aujourd'hui un parti ou une forme associative. On n'a pas eu l'occasion encore de pouvoir partager un petit moment avec lui pour qu'il puisse nous développer un peu plus ça en avance.

En attendant, on voit très bien que, de la même manière qu'il y a des mots qui sont en train de reprendre leur droit, donc la démocratie directe en ce qui nous concerne, on verra ce que, toi, tu y mets dans la démocratie participative parce qu'on a un problème de sémantique puisqu'elle a été dévoyée par tous ses adjectifs. On en a déjà parlé ensemble en offre, comme on dit. Quelle est, pour toi, l'interprétation et la définition que tu donnes à l'intelligence collective ?

[Intervenant 1] (20:25 - 24:00)
Écoute, comme je travaille dans le numérique, le numérique a fait émerger aussi cette intelligence collective, c'est-à-dire la capacité qu'on a aujourd'hui technologiquement d'interroger largement, massivement la population sur des sujets qui les préoccupent au quotidien. Moi, par exemple, je suis très favorable à l'usage des nouvelles technologies. J'aimerais que chaque citoyen puisse accéder via une application mobile, via une plateforme numérique qui puisse accéder, par exemple, en toute transparence, en toute simplicité, bien sûr, en toute gratuité, qu'il puisse accéder à ce qui se passe dans son conseil municipal, à ce qui se passe dans son conseil de quartier.

Quelles sont les décisions qui sont prises ? Quels sont les votes qui sont réalisés ? J'aimerais aussi que ces citoyens puissent, s'ils le souhaitent, proposer, remonter des idées, des idées qui leur semblent être de bon sens, sur lesquelles ils pensent être compétents puisqu'ils l'ont peut-être eux-mêmes expérimenté.

Et je pense que grâce au numérique, on peut faire émerger cette forme d'intelligence collective, c'est-à-dire réfléchir à plusieurs. On appelle ça faire du brainstorming, c'est réfléchir à plusieurs et pas réfléchir seul dans son coin. Je n'aime pas trop la démarche d'un idéologue qui est seul dans son coin, qui écrit un livre, qui a une pensée unique, qui est verticale d'ailleurs dans sa démarche et qui va impérer un peu ses adeptes, sa vision.

Moi, je ne me prétends pas du tout avoir une idéologie, au contraire. Ma vision, elle est horizontale, elle n'est surtout pas verticale. Je travaille dans la transformation numérique pour les entreprises, justement c'est casser cette verticalité.

Aujourd'hui, le plein pouvoir en haut de la pyramide à l'Elysée, un petit peu de pouvoir sur les ministres, beaucoup de pouvoir dans les administrations et puis très très peu de pouvoir pour ceux d'en bas, les maires, les élus locaux et encore moins de droits et de pouvoir pour nous, les administrés, les citoyens. Moi, je veux casser cette pyramide, cette verticalité du pouvoir et je veux pouvoir, je vais dire en toute humilité avec d'autres et dans la durée, je veux pouvoir instaurer une forme de démocratie horizontale, une forme de démocratie que j'aime bien, qu'on appelle liquide et voire permanente dans laquelle on peut tous, à tout moment, s'engager, proposer, débattre et voter sur ce qui se passe dans notre quartier, dans notre lieu de vie et puis ce qui se passe aussi, ne l'oublions pas, avec nos sous puisqu'on paye tous de la TVA, on paye tous souvent en tout cas des charges ou des impôts et c'est notre argent qui est dépensé par les élus, par les politiques. Donc, je pense qu'on a une responsabilité collective de s'intéresser aux choses de la société, aux affaires de la cité et que donc le numérique est un complément bien sûr de ce qu'on a le offline, le traditionnel, c'est en complément de réunions physiques, en complément des assemblées physiques, en complément d'une maison citoyenne, d'une maison référendaire, en complément bien sûr des rencontres face à

face, des rencontres humaines, je ne veux pas substituer le numérique au reste, pour moi c'est un complément et grâce à tout ça, je pense qu'on peut mettre en place de l'intelligence collective qui n'était peut-être pas le cas dans les décennies ou les siècles passés puisqu'il n'y avait pas cette technologie-là et donc pour moi le numérique est un allié de la démocratie participative, directe et liquide. Tu as eu une vision très positive et optimiste

[Intervenant 2] (24:00 - 26:28)
puisque d'aucuns te diraient, t'objecteraient que le numérique est aussi un énorme moyen de contrôler les masses par la monnaie numérique, par la surveillance des réseaux sociaux, par aussi parfois plus que sa surveillance, sa censure, mais en fin de compte comme tout homme politique dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire la volonté que tu as de vouloir gérer la cité dans laquelle tu vis, tu préfères en voir le positif et c'est toujours très encourageant. Alors sans vouloir refaire l'émission qu'on avait fait ensemble puisque tu avais partagé à l'époque l'émission avec Baptiste Sanjuan qui se présentait à Montpellier, tout à fait, est-ce que tu, avant de passer la parole à notre ami Karl qui voulait te poser une question, est-ce que tu peux nous expliquer aujourd'hui, pour faire un petit rappel, une petite incise de quelques minutes, comment tu envisages ta liste citoyenne puisque c'est quand même la thématique d'aujourd'hui, on ne va pas parler du tout de ta candidature, alors que je dis ta candidature, que celle que tu portes, soyons adhérents, on est dans une démarche collective, est-ce que tu peux nous rappeler un petit peu la méthodologie que vous avez décidé d'employer parce qu'on se rend compte que toutes les listes citoyennes portent le même nom, toutes ne sont pas forcément non plus des listes citoyennes de démocratie directe, donc on va en parler de tout ça, de cette sémantique après, de cette modalité de stratégie de la prise de pouvoir, puisque c'est aussi, on avait consacré quelques émissions à la démocratie directe à l'époque naissante avec Cali où on employait ce terme et on est vraiment dans une émission aujourd'hui de réflexion sur la stratégie et la modalité de la prise de pouvoir. Est-ce que tu donc, excuse-moi de cette introduction un peu longue, tu peux essayer de nous expliquer comment tu envisages ta liste citoyenne à Bordeaux, qui n'est d'ailleurs pas la même démarche qu'on avait vu que Rouen et que certains autres d'ailleurs que nous allons recevoir, puisque nous allons essayer au fur et à mesure des semaines et du temps qui passe, à la fois faire des propositions avec des consultants extérieurs, dont tu auras peut-être la joie de t'avoir d'ici quelques semaines, et donc explique-nous comment tu fonctionnes avec la commune de Bordeaux dans laquelle tu vas te présenter, encore une fois quand je dis tu, parce qu'il faut bien

[Intervenant 1] (26:28 - 27:13)
personnifier, mais vous allez-vous arriver à monter une liste citoyenne à Bordeaux ? Écoute, je vais partir de l'élection municipale de 2020, puisque là on parle des élections municipales qui ont lieu en 26, donc les prochaines, c'est approximativement dans 7 ou 8 mois, l'échéance arrive très vite. En 2020, donc à la procédante municipale, il y avait sur 35 000 communes, il y avait autour de une liste citoyenne, entre 800 et 1000 listes.

Alors elles ont fait d'ailleurs l'objet d'une nouvelle appellation, on les appelle des LCP, des listes citoyennes et participatives. Souvent on ne savait pas dans quoi mettre, est-ce que c'était du vert, divers droits, divers gauches, divers soins ?

[Intervenant 2] (27:13 - 27:24)
Alors excuse-moi, je te coupe, excuse-moi, j'ai horreur d'interrompre les gens, mais ça nous paraît tout de suite très important, quelles sont tes sources et comment ont-elles été quantifiées, ces listes citoyennes ?

[Intervenant 1] (27:24 - 27:34)
Alors, il y a un travail qui a été fait par un collectif qui s'appelle Fréquences Communes, que vous connaissez peut-être, qui est notamment par Thomas Massimon, Tristan Rechib.

[Intervenant 2] (27:35 - 27:39)
Oui, on a lancé une invitation, on attend justement de pouvoir les recevoir s'ils veulent bien.

[Intervenant 1] (27:40 - 36:17)

C'est ça, et donc ils ont fait un travail avec une sociologue qui a travaillé sur ça, ils ont sorti il y a un peu plus d'un an maintenant, ils ont sorti un ouvrage qui est disponible sur leur site, dans lequel ils ont passé en revue toutes les listes qui sont parties en 2020, c'est un travail de longue haleine, ils ont pointé ça une à une, et ils ont du coup identifié le nombre de listes citoyennes et participatives qui sont parties, et surtout ils ont essayé de comprendre un petit peu comment ils ont réussi à mobiliser, comment ils ont réussi à apporter un nouvel espoir, une nouvelle offre politique, ils ont aussi dressé un premier bilan, puisqu'un certain nombre de ces listes aujourd'hui ont été élus, ou partiellement élus, c'est-à-dire qu'ils siègent au conseil municipal en tant qu'opposition, et certains siègent en tant qu'opposés, donc ils sont à la mairie, et du coup ils ont essayé de tirer un bilan de cette première salve, je dirais, de listes citoyennes. Pour clarifier ce que tu veux dire, je vois bien où tu veux m'emmener, aujourd'hui pour moi ce qui compte c'est que le sujet de la démocratie, surtout de la transition démocratique, du changement démocratique, je pense qu'on est bien au clair là-dessus, le but ce n'est pas de faire des petits ajustements à la marge de la démocratie actuelle, c'est vraiment de faire un reset citoyen profond du système démocratique, clairement, tu l'as bien compris, avec cette verticalité à casser, cette horizontalité à installer. Pour moi le but c'est qu'on parle dans les médias, qu'on parle dans les cafés, qu'on parle dans les familles, qu'on ne parle pas de problèmes d'écologie, d'immigration, de pouvoir d'achat, de santé, d'éducation, bien sûr libre à chacun de parler ce qu'il veut, mais j'aimerais aussi qu'on y parle démocratie, j'aimerais qu'on y parle aussi souveraineté populaire, j'aimerais qu'on y parle des sujets qui nous tiennent à coeur, et je trouve qu'il manque énormément dans le paysage médiatique français de débats sur ce sujet-là.

Où sont les émissions télé sur France 2, sur France 3, pour faire des débats politiques sur la Ve République, est-elle à bout de souffle ? Doit-on passer sur un nouveau régime ? Quelles expérimentations démocratiques existent en local ?

Quelles assemblées citoyennes, par exemple, portent aujourd'hui un nouveau projet, une nouvelle proposition, et quels sont leurs résultats ? Je trouve qu'il y a un déficit criant, c'est peut-être pas pour rien, parce qu'ils n'ont évidemment pas envie de laisser le pouvoir comme ça, mais il se trouve que votre émission est pour ça très pertinente. On voit bien que des nouveaux médias alternatifs émergent, année après année, de plus en plus, que les audiences grandissent, je cite souvent le chiffre du journal télévisé de 20h, qui aujourd'hui est en chute libre en termes d'audience.

De moins en moins de gens croient sur parole ce qui est dit au JT de 20h, et de plus en plus de gens s'informent sur des médias alternatifs. Et tant mieux, parce que sur ces médias alternatifs, on parle de ce sujet-là, on en parle librement, on en parle, comme tu l'as dit, de manière apaisée, c'est-à-dire qu'on permet ce débat, et on en parle surtout dans une démarche constructive, pour essayer d'aller de l'avant et d'évoluer cet impasse politique dans laquelle on est, de trouver une sortie par le haut. Pour te répondre, il y a pour moi trois types de listes démocratiques qui peuvent partir, trois types de listes citoyennes.

C'est ce qu'on essaye de porter dans la démarche de la coalition citoyenne, c'est ce qu'on a essayé de porter aux dernières législatives, et tu l'as rappelé également aux européennes, et c'est ce qu'on va porter sur ces prochaines municipales, et clairement c'est quelque chose qu'on portera aussi sur les autres scrutins. Notre stratégie électorale, nous, on ne s'arrêtera pas tant que le peuple ne sera pas au pouvoir, on ne s'arrêtera pas tant qu'une première démocratie ne sera pas en place. On est extrêmement déterminé pour aller jusqu'au bout.

Trois types de listes. Pour moi, il y a ce qu'on peut appeler une liste citoyenne indépendante, c'est-à-dire 100% citoyenne, qui ne dépend d'aucun parti politique, qui ne fait rien de politique, qui sont des personnes que tu as reçues dans tes émissions, que tu vas recevoir dans d'autres émissions, que l'on côtoie chaque semaine. J'en ai eu encore deux aujourd'hui au téléphone, on les côtoie tous les jours.

Ce sont des gens qui, dans leur commune, se disent « il y en a marre, j'en ai marre des débats gauche-droite, j'en ai marre des querelles LFIRN, j'en ai marre de la Macronie qui pense qu'ils vont passer en force avec le LR, j'ai envie d'autre chose ». Et comme ils ne voient pas arriver autre chose, ils disent « on va créer autre chose ». On a des gens qui portent un message citoyen, alors pas que

sur les sujets de la démocratie, bien souvent ça parle aussi de pouvoir d'achat, d'écologie, ça parle des autres sujets, mais le cœur de leur démarche est de changer cette pratique démocratique et de faire par exemple reconnaître le RIC dont tu as déjà parlé, c'est d'organiser une assemblée citoyenne locale dans laquelle les Français qui le veulent pourraient venir, comme dans un conseil municipal, sans être élus, pourraient venir écouter, proposer, débattre et voter.

Tu as cité Louis-Marie Blanchard qui fait un très bon travail avec la Coalition pour le Renouveau Démocratique, il le fait aussi avec ses assemblées de co-décision dans lequel on a une assemblée élue qui co-décide avec une assemblée de citoyens. Des citoyens soit tirés au sort, soit des citoyens bénévolat ou tirés au sort sur les listes électorales ou même tirés au sort carrément sur les adresses, le registre de la mairie. On pourrait avoir un système d'assemblée de co-décision entre les élus d'une part, le peuple de l'autre et ensemble ils pourraient trouver des consensus sur tout un tas de sujets.

Ça c'est une première type de liste qu'on a, je dirais que c'est la majorité de nos listes aujourd'hui, je te citais 1000 listes en 2020, nous aujourd'hui on a identifié autour de 500 listes qui sont déjà prêtes, qui sont en construction, en cours de constitution pour mars prochain et je dirais que c'est le gros des troupes, ce sont des listes indépendantes, des listes transpartisanes comme on aime les appeler et qui prônent ce changement démocratique.

Ensuite il y a une deuxième type de listes, qui sont des listes qu'on va appeler hybrides, ce sont des listes dans lesquelles on aura une partie de société civile et une partie associée à un micro parti ou un parti existant. On connaît dans nos collectifs des micro-partis qui sont aux portes du pouvoir depuis des années, qui ont souvent un fonctionnement très pyramidal, très vertical avec des chefs de parti qu'on a retrouvés dans les cortèges de gilets jaunes, de passe sanitaire et de retraite. On a des micro-partis comme ça à gauche et à droite, on en a un peu partout et donc il peut y avoir des alliances locales avec certains de ces militants, de ces micro-partis.

On peut citer dedans des parties par exemple d'écologie indépendante, on peut citer le mouvement écologique indépendant, on peut citer l'écologie au centre, on peut citer les écologistes, les générations écologiques, des gens qui ne sont pas loin du pouvoir mais qui n'ont jamais exercé le pouvoir. On peut citer également bien sûr l'UPR, François Asselineau, on peut citer Nicolas Dupont-Ayant de Debout la France, on peut citer d'autres partis qui gravitent autour de tout ça. Moi personnellement j'ai voté pour Jean Lassalle à la dernière présidentielle, on peut citer également Résistons qui avaient fait quand même plus d'un million de votes à la dernière présidentielle, je crois qu'il était sixième candidat à la dernière présidentielle.

Voilà donc tous ces micro-partis aujourd'hui peuvent constituer ce qu'on appelle des listes hybrides chez nous, c'est-à-dire une partie de citoyens, sociétés civiles, indépendants et une partie de ces micro-collectifs. Il faut pour cela que ce soit à 50-50, que ce soit une démarche hybride dans laquelle les collectifs citoyens aient autant de pouvoir, de prise de parole que les micro-partis. Il faut aussi que le panachage dans la liste soit équilibré, un d'un parti, un de la société civile, un autre d'un autre parti, un autre de la société civile, etc.

Et ça pour moi ça peut fonctionner, moi je t'avoue sur Bordeaux si on n'arrive pas à constituer une liste totalement indépendante parce qu'il faut du budget, il faut de l'accès aux médias, il faut beaucoup de bénévoles, il faut beaucoup de noms, des hommes et des femmes. Ce n'est pas simple de créer une liste citoyenne totalement indépendante.

[Intervenant 2] (36:19 - 36:20)
Combien il te faut de collectifs ?

[Intervenant 1] (36:20 - 39:19)
Il y en a 56 sur Bordeaux, donc il faut 28 hommes et 28 femmes. Aujourd'hui les micro-collectifs citoyens que l'on a réussi à regrouper, je peux citer aussi le parti Equinox qui est un parti sur l'écologie et la démocratie, on a une quinzaine de personnes qui sont prêts à partir sur la liste. On a bon espoir de monter à 20 ou 30 assez rapidement avant septembre, mais il va se poser la question pour nous si

on n'est pas en capacité de porter totalement une liste indépendante, de voir si on ne va pas faire une liste hybride avec ces micro-partis dont je te parle.

Et puis il y a une troisième type de liste, donc tu vois les 100% citoyens totalement indépendants, les hybrides, moitié citoyen et moitié parti politique, et puis il y a d'autres gens, ils sont plutôt minoritaires, mais on a des gens qui disent qu'on n'arrivera jamais à changer les choses de l'extérieur, on n'arrivera jamais à porter la transition démocratique en restant à l'extérieur du jeu politique, et donc ils sont en mode infiltration, ils sont en mode on va rentrer dans les partis politiques classiques, alors ça peut être du LFI, du PS, du Europe Ecologie Les Verts, ça peut être du LR, du RN, du UDR, je ne vais pas trop parler des En Marche et des Renaissance parce que si je me lâche sur ce sujet là, je vais avoir un petit peu de mal à rester courtois et je tiens à garder une image positive face à la télévision, face à l'écran, mais tu comprends qu'à ce moment là, il y a des partis classiques qui ont bien compris qu'ils ont de moins en moins de temps, de moins en moins d'adhérents, de moins en moins de suffrage, il y a de plus en plus d'abstention, et donc ils comprennent bien qu'il y a un vent nouveau, un vent démocrate, citoyen, gilet jaune, tu l'appelles comme tu veux, qui monte. Ils comprennent bien que la population commence à en avoir assez, de tout le temps, et que ce système là arrive à bout de souffle. Evidemment, ils font tout pour garder tout ça en place, mais ils comprennent bien que c'est en train d'évoluer, et donc on a ces parties là qui ouvrent la porte à des citoyens démocrates qui vont essayer de porter en interne chez eux, mais alors de manière minoritaire, là tu comprends bien qu'ils ne seront pas 50-50, pour essayer de porter ces sujets de transformation démocratique, de RIC, d'assemblée citoyenne, etc. Voilà, et ça c'est la troisième catégorie des listes. Et moi, je tiens à bien faire comprendre à tout le monde que la démarche, nous, à la coalition citoyenne, elle est d'accompagner tous les citoyens, tous les démocrates, toute la société civile, qui a pour objectif de changer la pratique démocratique, et donc à terme, d'instaurer une première démocratie.

Pas de jugement de valeur, pour moi, tous les chemins mènent, non pas à Rome, mais tous les chemins mènent à la première démocratie.

[Intervenant 2] (39:21 - 39:28)
Excuse-moi, j'ai cru que tu avais fini. Et donc, tous les citoyens macronistes aussi, forcément, puisque notre citoyenneté, elle se doit d'être transversale.

[Intervenant 1] (39:28 - 39:33)
Allez, tu me lances sur le sujet, t'as raison de me lancer sur le sujet. Écoute, on a ce qu'on appelle les...

[Intervenant 2] (39:33 - 40:06)
Non, je ne vais pas te lancer sur le sujet, je ne vais pas te lancer sur le sujet, je vais laisser la parole au co-animateur, on va commencer par Carl, après, Cagny va me poser quelques questions. C'est là que tu vas commencer à passer sur le grille de démocratie directe et de la MTF. En tout honneur, encore une fois, on est toujours très bienveillants.

Je pense que tu vas avoir droit à quelques questions qui ratent un petit peu, comme on dit. On va commencer par Carl.

[Intervenant 5] (40:07 - 40:37)
Bonsoir, bonsoir Renaud. Alors, moi, j'ai trois questions qui sont totalement différentes. Première question, tu, donc, encadres, tu essaies d'aider des listes qui sont des listes de démocrates pour les élections municipales de 2026.

Première question, quid du cumul des mandats, parce que ces personnes dans ces listes-là, potentiellement, pourront devenir députées aux prochaines élections législatives. Est-ce que vous êtes pour le cumul des mandats ou est-ce que vous êtes contre le cumul des mandats ? Question très simple, réponse oui-non.

[Intervenant 1] (40:37 - 41:11)

Ouais, écoute, moi, j'ai milité avec le collectif Nous Citoyens, et le collectif Nous Citoyens en a porté le non-cumul des mandats, dans le temps et dans le nombre. C'est-à-dire qu'on portait le mandat unique, un seul mandat, et le mandat exclusif, c'est-à-dire pas de possibilité d'avoir double mandat. Parce qu'on pense que la politique ne doit pas être professionnelle, que la politique ne doit pas se professionnaliser, ça ne doit pas être une rente, ça ne doit pas être un métier.

Donc moi, ce serait ça, ce serait un mandat unique et exclusif.

[Intervenant 5] (41:12 - 41:34)
D'accord, ça répond à ma question. Deuxième question, vous allez aider à encadrer, je ne sais pas comment dire, comment exprimer l'idée, mais vous allez essayer d'aider à encadrer des listes. Les gens qui se lancent dans cette aventure-là, quel financement peuvent-ils espérer de ton association, de ton regroupement de personnes ?

Qu'est-ce qu'au niveau pécunier, ils peuvent espérer ?

[Intervenant 1] (41:34 - 42:23)
Ecoute, c'est un vrai sujet, parce que malheureusement, beaucoup de ces gens-là ne sont pas des entrepreneurs assurés. Ils ont des sommes d'argent très faibles à investir. Et je pense que vous le savez, comme moi malheureusement, un vote aujourd'hui, un électeur, entre guillemets, ça s'achète.

Donc plus on met de l'argent sur la table, plus on a des chances de faire des scores aux élections. On l'a vu à toutes les présidentielles, à peu près, si vous prenez les cinq dernières présidentielles, c'est les budgets de campagne les plus importants. C'est ceux qui ont mis le plus de millions, voire de dizaines de millions d'euros sur la table, avec d'ailleurs parfois des dérives en termes de budget de campagne.

Et on a vu plusieurs candidats qui ont encore aujourd'hui des problèmes avec la justice pour ça. Il serait bon d'ailleurs de creuser le financement de la campagne.

[Intervenant 5] (42:23 - 42:26)
Ne parlez pas de notre président préféré, s'il te plaît !

[Intervenant 1] (42:26 - 42:53)
Voilà, vous avez compris. Il y a des financements de campagne sur lesquels ce n'est pas encore très clair, bref. Et donc pour ces gens-là, on est en contact avec des gens qui font de la philanthropie démocratique.

Qu'est-ce que c'est que ça ? C'est des gens qui nous ont contactés il n'y a pas très longtemps et qui ont vu un petit peu progressivement la structure qu'on a essayé de mettre en place, la dynamique qu'on a essayé de mettre en place. Ils nous ont dit qu'on a des gens autour de nous qui ont de l'argent, des entrepreneurs.

[Intervenant 5] (42:54 - 43:16)
Je te coupe tout de suite parce que quand tu dis nous avons des gens qui sont en philanthropie ou qui financent. Question tout de suite, est-ce que ce sont des personnes étrangères, des états étrangers ? Je pense en particulier à un état de l'Est qui pourrait financer des listes en France.

Ou est-ce que c'est un état de l'Ouest qui pourrait lui aussi financer comme les young leaders ? Ou est-ce que c'est franco-français ?

[Intervenant 1] (43:16 - 44:39)
Ah oui, c'est franco-français moi je n'ai pas de réseau ni en Russie ni aux Etats-Unis. La coalition citoyenne n'a pas de lien ni avec la Russie ni avec les Etats-Unis. Tu vois en deux ans et demi de réunion, je n'ai eu aucun Russe, aucun Américain.

C'est très franco-français, c'est très gaulois. Ce sont des entrepreneurs parfois de la tech, comme tu

as compris moi je viens un petit peu de la tech donc j'ai un peu de réseau aussi là-dedans. Ce sont des gens qui ont un petit peu de sous, ce n'est pas beaucoup, on parle de quelques millions d'euros, mais pour un citoyen lambda ça semble beaucoup.

Mais pour un entrepreneur, ce sont des sommes assez réalistes, raisonnables et qui disent qu'on est prêt à aider le financement de ces candidats à condition bien sûr qu'ils prônent cette transformation démocratique du pays, à condition bien sûr qu'ils portent comme engagement politique la modernisation de la vie politique française. On va aussi lancer une cagnotte solidaire, une cagnotte citoyenne en ligne. On le fait déjà parfois sur des déplacements, on organise des congrès, des salons, il y a des gens qui ne peuvent pas venir parce que ça coûte trop cher de se déplacer sur toute la France et donc on essaye aussi sur ça d'avoir des cagnottes solidaires.

C'est un vrai sujet sur lequel on a besoin d'aide, mais qu'on travaille progressivement aussi.

[Intervenant 5] (44:40 - 45:27)
D'accord, dernière question, je vais me porter en faux par rapport à ce que tu as dit précédemment, tu as parlé de verticalité et d'horizontalité, moi la question que je voudrais te poser c'est par rapport aux gilets jaunes et l'échec des gilets jaunes où en fait il n'y avait pas de chef, pas de verticalité et tu as remarqué tout à l'heure dans tes propos que le résultat des gilets jaunes et les gains que la société a obtenus sont nuls. Est-ce qu'on ne doit pas garder quelque part, et c'est là ma question, est-ce qu'on ne doit pas garder quelque part la possibilité d'avoir un chef qui guide et qui emmène par les idées qu'il développe les citoyens qui sont derrière et pas uniquement juste des citoyens qui sont à égalité ?

Ma question c'est, est-ce qu'il y a une hiérarchie à garder ? Oui, je comprends.

[Intervenant 1] (45:27 - 48:59)
Alors déjà moi dans l'horizontalité, l'horizontalité n'empêche pas l'organisation et la structure. Je vois moi une structure horizontale, c'est-à-dire comme en start-up tu vois on travaille ce qu'on appelle en open space, c'est-à-dire qu'on est tous dans un même bureau. Le patron n'est pas tout en haut de l'immeuble dans son bureau de verre et il n'est pas accessible, personne ne peut venir lui parler.

Le patron il s'assoit au milieu de tous les autres salariés, d'accord ? Donc il peut y avoir ce système de hiérarchie interne mais dans une organisation et dans une démarche, une structure horizontale. Voilà, ça me semble important à bien comprendre.

Par exemple pour faire tout ça, il y a un sujet qui nous tient à cœur, moi j'aime bien, je ne peux pas te dire, alors là je vous donne aussi des idées qui sont de moi, ce n'est pas forcément ce que pensent tous les collectifs de la coalition citoyenne, vous comprenez bien qu'avec plus d'une quarantaine de collectifs, donc tout le monde n'a pas forcément à la virgule près exactement la vision que je vous donne, mais mon ressenti moi sur ça notamment c'est le mandat impératif.

J'aime bien cette notion de mandat impératif, c'est-à-dire que comme c'est le cas d'ailleurs dans beaucoup d'autres sujets, beaucoup d'autres domaines, si la personne à qui on a donné notre confiance, à qui on a donné notre voix, à qui on a donné notre représentativité, même partielle, mais à qui on a donné ce pourvoi, ce pourvoi de notre pouvoir décisionnel, si cette personne faute, si cette personne faute à répétition, si cette personne faute gravement, alors évidemment là ça fait réfléchir à un tribunal citoyen, ça fait réfléchir au problème de la justice dans notre pays et c'est peut-être encore un autre débat, mais si cet élu faute, moi je trouve ça pas déconnant, si vous me passez l'expression, qu'on puisse appliquer une sorte de mandat révocatoire, c'est-à-dire par exemple pourquoi pas à mi-mandat, où on peut estimer qu'au bout de trois ans, sur un maire, il renouvelle sa confiance auprès de ses électeurs pour s'assurer qu'il ait bien tenu les promesses, la parole, la démarche participative et démocrate qu'il avait promise.

Et si ce n'est pas le cas, il soit révoqué. Il y a des gens aussi qui parlent de faire des maires tournants, c'est-à-dire tous les ans, par exemple, on change le maire de l'année, le deuxième de la liste, la deuxième année, la troisième de la liste ou un autre qui peut être élu au conseil fait la quatrième

année, etc. Je trouve ça pas déconnant.

Moi ce que je n'aime pas du tout, c'est la concentration du pouvoir, ce qui me semble fondamental dans la démarche d'horizontalité et la démarche citoyenne, c'est ce côté transpartisan et transparent, c'est-à-dire d'éviter l'hyper concentration des pouvoirs. Je crains, je ne suis pas le seul à le dire, que quand on a trop de pouvoirs, malheureusement ça nous monte au cerveau et puis malheureusement l'intérêt général passe un peu de côté et puis qu'on est à ce moment-là malheureusement aussi, j'allais dire, approchés par des lobbies, approchés par des gens qui ont encore plus de pouvoirs, c'est malheureusement porte ouverte à corruption. Et donc il faut absolument décentraliser ce pouvoir et si possible l'atomiser.

J'aime beaucoup la notion de blockchain, on parlait tout à l'heure, le numérique ça peut être dangereux, ça marche pas. Pour ceux qui connaissent un petit peu les sujets, la blockchain et la crypto-monnaie sont des sujets extraordinaires qui aujourd'hui permettent justement d'atomiser ça et de ne pas avoir un chef, une banque centrale qui décide. Voilà et donc moi je suis très sensible à ça et je crois qu'il faut décentraliser le pouvoir, clairement.

Merci, merci Arnaud.

[Intervenant 3] (49:03 - 50:55)
Merci, merci Renaud, merci Karl pour la question. Alors d'ailleurs moi je vais rebondir un petit peu sur ce que vient de dire Karl parce que chez Démocratie Directe et au sein de la NDF, il existe un pluralisme qui fait que finalement nous nous retrouvons sur nos points de convergence mais nous avons comme tout le monde des points de divergence et avec Karl, je vais avoir un point de divergence concernant les gilets jaunes et ce qu'il a exprimé et donc du coup te rejoindre Renaud sur la différence entre la verticalité et l'horizontalité et je ne pense pas que c'est l'absence de verticalité qui a nuit au mouvement des gilets jaunes mais l'absence de structuration, d'organisation et de mise en place d'un système d'organisation et de structuration.

Donc ça va rejoindre justement une question qui était la mienne, c'est-à-dire que moi je suis un systémiste, je pense qu'il est possible de créer une véritable démocratie que certains appelleraient absolue où nous pouvons nous passer quasiment deux représentants. C'est un absolu et je pense qu'avant d'arriver à cette possibilité, il va nous falloir exercer plusieurs types de démocratie comme il y a eu plusieurs types de républiques mais ce qui m'intéresse parce que moi je suis plutôt justement sur le macro et même si bien entendu toutes les actions que vous menez au niveau municipal et à différents échelons est fortement important parce que c'est de là que tout part, il n'empêche que je ne peux pas m'empêcher de poser la question puisque tu l'as répété à plusieurs reprises qu'il va falloir instaurer une première démocratie, casser la verticalité, instaurer une horizontalité.

Est-ce que votre collectif, est-ce que la coalition citoyenne a déjà réfléchi aux différentes possibilités systémiques de mettre en place une première démocratie qui justement serait en mesure d'un point de vue systémique de casser la verticalité ?

[Intervenant 1] (50:55 - 54:24)
Bien sûr. Je suis tout à fait d'accord avec toi, je pense qu'on va y aller sur cette démocratie idéale, on va y aller par étape. Moi je ne crois pas à un changement brutal de modèle, je crois à une évolution naturelle des choses qui se fait progressivement.

Voilà donc je pense qu'aujourd'hui sur cette démocratie défaillante, c'est ça qu'on est classé au niveau international, on est en démocratie défaillante, on est en démocratie représentative, extrêmement défaillante, extrêmement préoccupante. La démocratie directe, idéale, celle où par exemple tout se passerait totalement de nos yeux, pour moi est un objectif, c'est un cap à atteindre. Et je vois en étape intermédiaire ce qu'on peut appeler la démocratie participative, c'est-à-dire un mi-chemin entre cette démocratie qu'on a aujourd'hui et celle que l'on souhaite demain.

Je suis sur une notion de pragmatisme, de réalisme, et je me dis que ce n'est pas en claquant des

doigts, en répétant sans arrêt démocratie directe, démocratie directe, qu'on l'aura demain. Je pense qu'on a besoin de semer, on a besoin d'égrener, on a besoin d'évangéliser, on a besoin de faire passer ces messages partout, à tous les niveaux de la société, pour qu'on s'empare de ça. A la coalition citoyenne, on fait notamment partie du collectif que l'on a cité tout à l'heure, qui s'appelle la coalition pour le renouveau démocratique, et qui porte un projet de convention citoyenne sur la démocratie.

Alors qu'est-ce que c'est que ça ? Ils vont lancer en septembre les états généraux de la démocratie, jusqu'en mars. C'est une plateforme participative en ligne, c'est animé notamment par Open Source Politics, la plateforme qui s'appelle Décidim, pour ceux qui connaissent.

C'est une plateforme sur laquelle on va appeler des collectifs, des associations et des particuliers à venir faire des propositions pour la transition démocratique, des propositions pour la première démocratie, à quoi ça pourrait ressembler. Et à l'issue de ces six mois de propositions collectives, il y aura un travail de synthèse et de mise au vote qui sera fait. Les propositions qui ressortiront le plus souvent, qui seront les plus structurées, les plus cohérentes, seront soumises au vote.

Cette démarche-là est portée pour essayer de le faire au niveau du CESE, du Conseil économique, social et environnemental, dans lequel il y aurait pendant six mois 200 Français tirés au sort qui réfléchiraient collectivement à quoi pourrait ressembler cette première démocratie. Évidemment, nous, dans nos collectifs, on a des gens qui ont déjà une vision très arrêtée là-dessus. Un Sénat citoyen, on fait moins de députés, on change le référendum d'initiative citoyenne en toute matière.

On a des gens qui ont des visions, qui sont convaincus que leur vision, c'est la meilleure. Moi, je leur dis, votre vision, pour moi, est un élément du puzzle, est un élément qui nous permettra d'arriver à cela. Mais il faut écouter tout le monde.

Il faut écouter toutes les tranches de la population. Et donc, il me semble pertinent d'avoir une démarche collective comme ça. Alors, si elle est organisée par le CESE avec le gouvernement qu'on a aujourd'hui, vous voyez, j'ai la gorge qui se tend, je n'y crois pas trop.

On a une convention citoyenne.

[Intervenant 2] (54:24 - 56:01)
Je me permets de te couper juste une petite incise, parce qu'on a reçu une Louis-Marie Blanchard, il y a deux fois, donc je renvoie nos auditeurs à cette émission où il nous a tout expliqué. Et c'était justement une de nos interrogations sur ces modes de financement et la collaboration avec le CESE. C'est très intéressant parce que Louis-Marie s'adresse et va travailler vers un axe institutionnel et des collectivités territoriales qui sont à proscrire pour la grande majorité des « démocrates », comme nous on peut les appeler.

On parlera de sémantiques à un moment donné, je pense qu'entre Cali, Marc et moi, ou Carl, on va bien finir par y venir quand même à cette sémantique importante. Donc, il est important de noter, c'est ça qui est très intéressant dans ta démarche de coalition, c'est que tu es absolument à la fois dans les faits et dans les discours, et après je pourrais témoigner de ce que je vis dans ton groupe WhatsApp de citoyens, parce que c'est aussi ça qui m'a donné très envie de t'inviter. Ce pluralisme n'est pas qu'un pluralisme de façade et de mots, c'est vraiment un pluralisme de faits.

Donc du coup, je ferme cette parenthèse parce que ça me semblait important de renvoyer nos auditeurs à cette émission où Louis-Marie nous a tout expliqué en large et en travers, et que tu puisses aussi te positionner, toi, puisque pour Louis-Marie, le CSE fait partie des solutions et doit être un partenaire. Toi, tu es visiblement plus nuancé, au moins dans la gestuelle.

[Intervenant 1] (56:02 - 57:14)
Louis-Marie est venu nous parler à la coalition citoyenne il y a un peu plus d'un an de son projet. Moi, j'ai les trois quarts des gens qui m'ont dit « non, lui, il travaille pour la Macronie, lui, il travaille pour le

système en place, lui, il ne va pas pouvoir défendre nos idéaux de démocratie directe, idéale, participative, etc. » Et moi, j'ai dit « attendez, prenez du temps, réfléchissez, écoutez.

» Louis-Marie, c'est un des personnages aujourd'hui qui œuvre à la médiatisation de la transition démocratique, qui œuvre à porter le message le loin et le plus haut possible sur ce sujet que notre démocratie est défaillante. Et qu'est-ce qu'on fait ? On attend que ce soit le prochain président élu par le système actuel qui décide de la nouvelle démocratie dans laquelle on va vivre ?

Moi, je n'ai pas trop envie que ce soit Gabriel Attal, Philippe ou Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon qui décident de ma démocratie de demain. J'ai peur que ces gens-là soient en place depuis très longtemps. Ces gens-là, s'ils avaient la solution démocratique à nous proposer, ils l'appliqueraient depuis longtemps.

Où sont les référendums portés par le PS ou par le LR depuis plus de 20 ans ?

[Intervenant 5] (57:14 - 57:16)
Où sont-ils ?

[Intervenant 1] (57:16 - 57:20)
Et est-ce qu'on peut dire ça au niveau national et local ?

[Intervenant 5] (57:20 - 57:25)
Ces gens-là sont élus, donc vas-y, pas de souci.

[Intervenant 3] (57:29 - 58:42)
Je comprends parfaitement l'idée de se dire qu'on a un outil qui peut être exploité, exploitons-le. Il faut faire quand même attention à ce que cet outil ne soit pas une voie de garage, une voie sans issue, quelque chose qui soit fait pour finalement canaliser beaucoup d'énergie et de force dans une direction qui ne mène nulle part. Il faut quand même rappeler que le CESE, c'est des personnes qui en sont à l'organisation et à sa vie.

Ils le font vivre, c'est des personnes qui sont nommées, c'est quand même des personnes qui sont plutôt recasées avec 2500 euros net pour 35 heures de travail mensuel. Et qu'ils n'ont qu'un avis consultatif, et qu'à ce titre, toutes les consultations qui ont été émises par le CESE ont toujours abouti dans la corbeille bien plus que dans véritablement des effets qui ont été vraiment probants. Après, je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut faire feu de tout bois, mais il faut choisir ses luttes, ne pas non plus perdre trop de temps et d'investissement sur le CESE.

Il faut l'exploiter, mais ne pas considérer que c'est par le CESE que nous arriverons vraiment à nos fins. Je pense que ce serait une erreur.

[Intervenant 1] (58:46 - 1:01:49)
Je voulais donc une dernière intervention. Dans notre notion de coalition citoyenne, je pense que vous comprenez bien qu'il y a cette notion de global, de groupe, je dirais protéiforme. Et donc la démarche CESE fait partie des éléments qu'on va essayer d'accompagner pour voir si ça marche.

Mais clairement, on ne peut pas mettre tous nos œufs dans le même panier. Et tu l'as bien dit tout à l'heure, les dernières conventions citoyennes qui ont eu lieu sur le climat et sur la fin de vie, elles ont accouché d'une souris. C'est-à-dire qu'au final, toutes les propositions qui ont été faites dans une démarche d'intelligence collective plutôt pertinente, puisqu'il y avait des experts métiers, il y avait des gens de la société civile, il y avait également des élus, il y avait aussi des fonctionnaires, on ne peut pas les éliminer.

Les élus et les fonctionnaires sont des citoyens, on ne peut pas les éliminer. Et donc, il y a eu quand même une réflexion globale qui a été menée, qui a emmené justement du consensus, puisqu'il y a eu du débat public, qui a amené à du consensus et avec des propositions. Des propositions qui

semblaient, sur le papier, aller plutôt dans le bon sens de l'intérêt général du bien commun.

De l'amélioration du bien commun et, je dirais, de la préservation de l'intérêt général. Le problème, c'est quoi ? C'est que le pouvoir politique aujourd'hui en place n'en a pas tenu compte et que ce ne sont que des propositions consultatives, ce sont des assemblées consultatives.

Et donc, clairement, nous, ce que l'on dit aux gens de la CRD et ce que l'on porte dans le projet avec d'autres de la coalition citoyenne, c'est qu'on veut des assemblées soit co-décisionnaires à minimum, mais on veut surtout des assemblées citoyennes décisionnaires. Et là, on franchira un autre bas. On arrêtera de voter pour des représentants qui décident comme ils veulent des lois, mais on votera en direct pour les lois.

On décidera en direct pour les lois. Et là, tout change. Au lieu d'être simple consultatif, on est décisionnaire.

On peut donner l'exemple de la loi Duplon qui a lieu actuellement, sur lequel il y a une pétition avec plus de 2 millions de Français qui se sont mobilisés, issus de tous les collectifs. On peut parler du mouvement du 10 septembre qui va arriver, dans lequel on a des collectifs venus de toute la sphère politique française, de toute la contestation française. Qu'est-ce qu'on y voit ?

On y voit que malheureusement, la pétition sur la loi Duplon va peut-être donner lieu à un débat à l'Assemblée nationale, mais qu'en aucun cas, on ne pourra modifier la loi Duplon ou abroger la loi Duplon. Le peuple n'a pas de pouvoir, le démos n'a pas de kratos sur les textes de loi. Il a une sorte de moyen de pression, de lobby citoyen par ces petites pétitions, mais qui malheureusement ne sont pas suivies d'effet.

C'est un exemple de plus que ce système de Ve République, tel qu'il est conçu, est dévoyé par les partis en place, et qu'il faut que les citoyens poussent collectivement pour une première démocratie. J'espère avoir répondu à ta question.

[Intervenant 3] (1:01:49 - 1:05:29)
Merci, c'est très clair et on se rejoint énormément sur ce point-là. Moi, j'appuie sur la note sur la suppression générale des partis politiques de Simone Veil, qui explique que les partis politiques ont un fonctionnement antidémocratique, et comme c'est le socle de la République, la République est en elle-même antidémocratique. Mais bon, je ne vais pas m'étendre là-dessus, et ce qui est intéressant, c'est que tu parlais des collectifs qui sont en jeu, en quelque sorte, sur la pétition pour la loi Duplon, tout ce que vous avez fait précédemment pour l'appel du 10 septembre.

Les Gilets jaunes ont été également aussi appuyés par beaucoup de collectifs, et donc j'ai en quelque sorte deux questions qui vont s'unifier, je l'espère, à savoir que vous avez, sur votre site, identifié 31 collectifs qui sont partenaires avec vous. Donc ça, ça m'intrigue, j'aimerais savoir quelles sont les synergies que vous mettez en place, quelle est la base en fait de cette coalition, de cette union à travers ces différents collectifs, première question. Et puis, quand on déroule un petit peu ensuite, il y a un petit texte qui vient où vous parlez d'un label « coalition citoyenne » et ça m'a intrigué, parce qu'en lisant le texte, il y a quelque chose qui m'a percuté, à savoir, je vous lis, « le but ultime de la coalition citoyenne est de fédérer, rassembler et unir tous ces groupes autour d'une seule action sans tenir compte de l'idéologie, des sensibilités politiques et des croyances de chacun, de chacune et chacun. Seuls nos fondamentaux qui nous unissent sont pris en compte.

Agir ensemble, d'une même voie, sous la même bannière, au même endroit, partout en France. » Ce qui m'intrigue, c'est qu'en fait, il n'est pas défini d'action, donc vous dites « agir ensemble », mais comment ? Par quels moyens ?

Sous quelle forme ? Et ensuite, donc ça, c'est en quelque sorte la question. Et l'unification de cette question, c'est, est-ce que ces collectifs avec lesquels vous êtes partenaires, votre but ultime qui est de faire en sorte que cette coalition ait une action coordonnée, quelle est l'action que vous pourriez

coordonner ?

Mais surtout, est-ce qu'il n'est pas possible de s'inscrire dans la durée et vos coalitions, votre collectif, les collectifs avec lesquels vous êtes partenaire et tous ceux avec lesquels vous n'êtes pas encore partenaire, est-ce qu'il ne serait pas bon, à un moment, d'essayer de créer un événement annuel, mobilisateur et fédérateur, pour que tous les collectifs citoyens, démocrates, antirépublicains, en quelque sorte, se disent tous les ans, à la même date, eh bien on va faire une sorte d'état des lieux de nos avancées, parce que, je le répète là aussi assez souvent, rien n'est plus puissant qu'une idée dont le moment est venu. Je pense que l'idée démocrate véritable a vraiment avancé et fait son chemin, par les gilets jaunes et d'autres événements successifs, et que tout ce qui se passe, il manque un peu de coordination, pour revenir à ce qu'on échangeait tout à l'heure, sur le mouvement des gilets jaunes qui n'était pas assez structuré, et qu'aujourd'hui nous avons un pouvoir qui est conséquent, mais vraiment éclaté, et donc il va peut-être falloir essayer de trouver le moyen de structurer un peu plus nos actions individuelles, en tant que collectif, pour les unifier, ça va prendre du temps, on le sait, moi je suis quelqu'un qui travaille sur le temps long, et donc j'aimerais avoir ton opinion là-dessus, avec également les réponses aux deux questions sur vos collectifs, donc les 31 partenaires, et quel est votre but ultime ?

[Intervenant 1] (1:05:29 - 1:18:36)
Parfait, écoute Kali, je bois tes paroles, Kali, bienvenue à la coalition citoyenne, Kali, viens à la prochaine réunion, je suis complètement dans ce que je suis dit, c'est totalement aligné avec ce que l'on fait, on vient de parler avec le mouvement politique citoyen de Führer, on vient de parler avec l'association des maires pour le bien commun, on est en train de parler, j'allais dire, chaque semaine avec des nouveaux collectifs, et donc évidemment on n'en est qu'au début, on n'en est qu'au début, et pour moi, comme tu l'as dit, on est sur un sprint long, et d'ailleurs c'est pas simple, parce que des gens aimeraient que ça change tout de suite, il y a beaucoup de gens aussi qui sont dans l'urgence sociale, il y a beaucoup de gens aussi qui sont dans la galère, et qui aimeraient que ça change demain, donc notre démarche pour nous, elle est bien sûr dans la durée, j'espère que la première démocratie arrivera en 2007, si on a un candidat citoyen à la primaire présidentielle qui gagne, et qu'il instaure tout de suite une première démocratie, mais mon petit doigt a l'air de me dire qu'il va falloir encore quelques années de combat et de militantisme derrière, et donc pour te répondre, ce qui essaie de nous rassembler, on appelle ça chez nous, je salue d'ailleurs Denis, Sandrine et Grégoire qui sont les fondateurs de la coalition citoyenne, ce qui les a unis, c'est de dire qu'on veut fédérer toutes les forces citoyennes, les coaliser, et pas exactement les fédérer, les coaliser pour la conquête de la souveraineté populaire, pour retrouver notre souveraineté populaire, moi je le traduis aujourd'hui par première démocratie, je pense que ça parle le plus aux gens, et pour ça on a identifié deux moyens, par la rue et par les urnes, donc on a des collectifs qui sont des gens qui disent on ne croit pas aux élections, on ne croit plus aux urnes, piège à cons, élection, piège à cons, excusez-moi l'expression, et c'est truqué, même si on gagne, ils truqueront les résultats, et que même si on gagne, ceux qui seront élus vont retourner leur veste, et donc il ne faut pas y aller, il faut faire reconnaître le vote blanc, il faut appeler à l'abstention, il ne faut pas y aller aux élections, et ces gens-là nous disent par contre il faut aller sur le terrain, il faut aller devant les mairies, devant les préfectures, il faut faire des blocages, il faut faire du boycott, et je pense que vous voyez comme moi quel genre d'action militante et citoyenne je fais écho, et franchement je vais vous dire, moi je partage aussi cette avis là, je suis un peu bicéphale, parce que moi les deux me vont très bien, moi le 10 septembre je serai dans la rue, s'il faut remettre un gilet jaune demain je le remets, j'ai un étoto-collant destitution sur mon pare-brise, j'en distribue et j'en colle dès que je peux, donc moi si on est sur le terrain j'y vais, alors après j'ai des enfants, j'ai une famille, et puis je tiens un peu à la vie, et j'ai pas trop envie de passer par la casse-prison, et donc je suis aussi profondément pacifiste, je ne crois pas à la violence, je suis profondément pacifiste, j'aime plutôt le chemin de Mahatma Gandhi ou de Nelson Mandela, je ne me sens pas mal comme X, et donc je n'ai pas envie d'aller dans la violence, je ne veux pas appeler à la violence, et la coalition citoyenne on n'a jamais appelé à la violence, par contre on appelle aux actions militantes sur le terrain, et donc une partie de nos collectifs sont sur ça, on peut citer Sandrine aujourd'hui qui fait un gros travail avec son tribunal populaire, avec tout un tas de collectifs, Gilets jaunes beaucoup, mais pas que, anti-vax bien sûr, anti-vax sanitaire bien sûr, et ces gens là sont sur le terrain, et ensuite on a une autre partie de nos collectifs, et c'est pour ça que c'est

pas simple de coaliser tout le monde, on a une autre partie des collectifs qui disent stratégie électorale, on n'y arrivera que par la voie électorale, et donc il faut créer des partis, créer des listes, pousser des candidatures, obtenir les meilleurs scores possibles, pour rentrer progressivement dans les conseils municipaux, dans les conseils départementaux, dans les conseils régionaux, à l'assemblée nationale, et puis un jour tout là-haut, pour faire tout sauter, et quand on aura des citoyens installés dans tout ça, la première démocratie, on arrivera à la mettre en place, le souci c'est que tu comprends que ça c'est un temps long, l'action du terrain dans la rue, on espère que par une révolte massive, ça change tout de suite, la partie électorale, on est plutôt là, donc dans la rue c'est le sprint, mais la partie électorale c'est plutôt le sprint long, et donc c'est plutôt de l'endurance, et c'est pour ça qu'on a besoin de travailler pacifiquement, je salue Marc qui est là, et qui était avec moi il y a quelques jours dans une réunion avec un monsieur qui s'appelle Karim, qui oeuvre déjà à travailler pour les législatives prochaines, et qui essaye de porter 567 candidatures citoyennes législatives, j'appelle tous ceux qui nous entendent à se rapprocher de tous ces collectifs, et d'essayer de porter leurs candidatures, avec justement pour répondre à ta deuxième question, une étiquette commune, alors Label, il y a des gens chez nous, vous connaissez le Label Rick, il y a des gens chez nous qui disent, Label, qui c'est qui donne un label, qui a le droit de dire, toi tu es plus démocratique que moi, qui est maître en démocratie, est-ce qu'il y a une autorité de la démocratie, c'est un peu comme les labels qu'on peut donner sur les paquets de gâteaux, ou d'autres labels existants, il y a une autorité qui donne un label, et donc chez beaucoup de nos gens, ça bloque, on pense qu'il n'y a personne qui a le droit de dire, tu es plus démocrate que moi, et du coup on préfère nous la notion d'étiquette, c'est très similaire, mais comme je sais que vous êtes attaché à la sémantique, c'est assez similaire, mais il y a une petite nuance, on préfère une étiquette, une étiquette c'est, personne ne vous impose, et ne vous a déclaré plus ou moins démocrate, mais si vous portez dans votre projet de campagne, puisque là si je reviens sur les municipales, mais tu comprends que c'est la même logique pour les autres élections à venir, si vous portez dans vos projets de campagne, donc sur vos flyers, sur vos affiches, sur vos sites web, dans vos vidéos, dans vos communications auprès de la population, sur les marchés, dans les réunions publiques, bien sûr sur internet, si vous portez les idées de renouveau démocratique, de première démocratie, et on est réussi à peu près aujourd'hui à s'entendre sur un bloc démocratique commun, c'est encore bien sûr tout ça ouvert à discussion et à travail collectif, mais on arrive au moins à s'entendre sur un bloc démocratique commun, et bien alors à ce moment là, vous pouvez prendre une étiquette citoyenne, et ça pour moi c'est une démarche importante en termes de médiatisation, parce que ça nous permettra au moment opportun, je l'espère dès le mois d'octobre, à six mois de l'élection municipale, ça va nous permettre de faire une campagne de communication digne de ce nom, d'organiser une conférence de presse à Paris et en province, dans laquelle on fait venir les médias nationaux et locaux, tous ceux qui voudront bien se déplacer, et on a dans nos réseaux, dans nos fichiers, des centaines de contacts médias, dont certains commencent gentiment à nous octroyer quelques filets, quelques minutes, quelques dizaines de secondes par ci par là, progressivement on arrive à en avoir de plus en plus, évidemment on ne lâchera pas, vous avez compris que je suis journaliste de formation, donc moi ce sujet des médias me tient extrêmement à coeur, c'est une des clés avec le budget, avec la finance, pour moi le média et la finance sont les deux clés essentielles pour nous faire passer cette porte vers la première démocratie, et donc on fera une conférence nationale et des conférences locales pour dire voilà, en mars 2020, il va y avoir des citoyens qui se mobilisent pour porter une autre offre politique que celle que vous connaissez depuis 40 ans, qui est responsable du chaos politique dans lequel on est aujourd'hui, et cette autre offre politique, on l'appelle liste citoyenne, liste démocrate, liste société civile, je n'ai pas le maître mot là-dessus et je suis ouvert à la discussion, à la sémantique précise sur comment on l'appellera, d'ailleurs toutes nos réunions se font dans une démarche d'intelligence collective, donc toute nouvelle proposition est bonne à prendre, on n'a pas arrêté aujourd'hui le nom, par défaut ce sera sûrement coalition citoyenne, mais si on a autre chose tant mieux, et du coup ce nom là sera présent sur toutes les listes qui partiront, et ce dans la durée, pour les autres scrutins également, et on espère qu'à force ça fasse bruit, ça fasse du buzz, ça fasse monter dans les médias les infos, et que du coup on touche le grand public, parce que moi je vais m'arrêter là-dessus, mais ce qui m'épuise psychiquement, intellectuellement ça va, j'ai encore envie de faire toutes ces choses là, mais psychiquement, j'ai un ami André Bélon que vous connaissez, enfin un ami, une connaissance à André Bélon qui est un ancien député, qui milite beaucoup dans nos sujets, qui nous a permis de rencontrer le groupe Liott à l'assemblée nationale il n'y a pas très longtemps, qui dit que les collectifs citoyens

meurent de leurs petits effectifs et de leurs égaux démesurés, c'est à dire qu'on est tout petit avec des gros égaux, et donc si on arrive à coaliser tous ces petits et à baisser ces gros égaux, je pense qu'on arrivera à avoir une force, une organisation, une structure digne de ce nom, je n'aime pas le terme mais on va se professionnaliser, on va se professionnaliser parce que comme ça a été dit dans la réunion à laquelle Marc était, on a un dilemme aujourd'hui qui est terrible, c'est qu'on veut changer le système, on veut une première démocratie, sauf qu'aujourd'hui, hormis aller forcer les portes de l'Elysée, on sait qu'on a déjà essayé, on est obligé de passer par le système en place tel qu'il est, donc on a un pied dans le système qu'on ne veut plus et on est obligé, entre guillemets, en tout cas sur la voie électorale, de jouer avec les règles du système actuel, et les règles du système actuel, il faut de l'ultra médiatisation, moi j'en ai marre d'entendre H24, Gabriel Attal, Yael Brown-Pivet, Emmanuel Macron, le ministre ci, le ministre ça, qui font des copiés-collés de leurs éléments de langage et qui nous répètent toute la journée la même chose à la matinale de la radio, sur BFM TV ou CNews toute la journée, au JT de 20h et dans tous les titres de presse, ces gens-là nous martèlent médiatiquement, ils nous rentrent dans le crâne, et donc si on arrive à avoir une puissance médiatique digne de ce nom, pour ça on a besoin d'être organisé, d'avoir un objectif clair, de bien défendre et bien définir nos valeurs, notre projet, de travailler en bienveillance pour faire comprendre qu'on n'est pas des dangereux, sédicieux, révolutionnaires, qu'on est juste des citoyens qui veulent améliorer le quotidien de nos concitoyens, et on pense bien sûr à nos enfants, à nos proches, à nos familles, et bien si on arrive à porter ce message citoyen, bienveillant auprès des grands médias, je ne parle pas des alternatifs, ne m'en veux pas Stéphane, je suis ravi que tu m'invites ce soir, mais je ne suis pas sûr qu'on fasse 10 millions d'auditeurs ce soir, j'aurais aimé que ce soit au JT de 20h, à la matinale de demain matin à la radio, et en pleine page de toute la presse quotidienne régionale demain, qu'on ait le mot première démocratie, changement citoyen, renouveau des pratiques politiques, et si on arrive à faire ça, c'est en tout cas, tu l'as compris, désolé ma réponse est un petit peu longue, c'est en tout cas la démarche de notre coalition citoyenne pour la partie électorale, et bien pour moi on aura franchi une étape, et pour répondre à la question de ce soir, je pense pas qu'on va gagner en mars 2026, par contre on va faire émerger, on va faire progresser les listes citoyennes, et on l'espère, dans un certain nombre de communes, et on a bon espoir que dans plusieurs dizaines d'entre elles, peut-être plus, et bien on aura des élus, on aura des gens qui iront au conseil municipaux, je vais essayer de me battre sur Bordeaux pour rentrer au conseil municipal, notre camarade à Montpellier que tu as cité Stéphane, va se battre pour essayer de rentrer au conseil municipal, tu vas accueillir je crois Jean-Marc ou Sylvie qui se battent à Nîmes, qui se battent à Nice, je peux citer bien sûr dans beaucoup d'autres communes rurales aussi, des gens qui vont se lancer pour essayer de rentrer au conseil, et si on arrive à faire ça, et bien on va pratiquer la nouvelle démocratie, on va mieux comprendre comment on peut changer ce système, et pour moi c'est fondamental d'avancer sur ces étapes pour à terme atteindre notre première démocratie.

[Intervenant 3] (1:18:38 - 1:21:44)
Alors avant de passer la parole à Marc, Kali tu l'as terminé, ou tu veux rebondir une dernière fois ? Je voudrais rebondir une dernière fois avant de passer la parole à Marc, sur deux aspects, je suis en total accord avec ce que dit Renaud, je vais juste rajouter une voix parce qu'il aborde deux voix sur lesquelles effectivement je communique assez souvent pour récupérer le pouvoir, l'infiltration du système à travers les élections, participer et faire en sorte que nous ayons un pied dedans pour ceux qui pensent que ça peut être une voie dans laquelle ils peuvent s'exprimer, il y a la contestation, c'est-à-dire le fait d'occuper les manifestations, la rue et tout acte de contestation, il y a une troisième voie à laquelle moi je pense énormément et que nous devons développer de plus en plus, c'est le fait d'offrir une alternative, c'est-à-dire vous avez donc l'infiltration, la contestation et la superposition, c'est-à-dire on doit superposer un nouveau modèle, une nouvelle façon de penser à celle qui existe aujourd'hui, et ça c'est par la pratique, c'est le fait de déjà pratiquer la démocratie le plus possible dans le plus d'espaces possibles, que ce soit associatif, que ce soit entrepreneurial ou autre, que les mentalités pourront évoluer, parce que c'est l'accumulation de ces trois voies qui permettra d'atteindre une masse critique. Et pour ce qui est du deuxième point sur lequel je voulais rebondir, pour ce qui est des médias c'est la même chose, c'est-à-dire que oui bien entendu les médias alternatifs aujourd'hui sont minoritaires en termes d'impact instantané, mais en termes d'impact sur la durée, je pense qu'il ne faut pas négliger le fait qu'aujourd'hui il existe beaucoup de chaînes, alors qu'ils ne parlent pas encore suffisamment de la démocratie réelle, des évolutions sociétales à ce

niveau-là, mais on le voit, les chaînes mainstream déclinent d'année en année, alors que les médias dits alternatifs progressent d'année en année. Les journaux aujourd'hui ne vivent que par les subventions payées par nos impôts, s'il n'y avait plus nos impôts pour les financer, les médias papiers dans leur grande majorité ne seraient réduits qu'à peau de chagrin, ils auraient un titre parce qu'ils n'auraient plus la puissance qu'ils ont aujourd'hui. Pour ce qui est de la radio, c'est un petit peu différent encore puisque la radio aujourd'hui est extrêmement présente dans les moyens de transport, dans les véhicules, donc ça c'est encore un petit peu à part, c'est le dernier média, il y a encore une voie d'existence qui tient un petit peu, mais ce que je veux dire par là, c'est que comme tu l'as dit, on est sur un temps long, il faut accepter ce temps long, on veut que ça aille vite parce qu'on a une vision humaine de notre histoire, mais la société, l'humanité évolue avec un temps qui n'est pas celui de l'humain, mais celui de l'histoire et je pense qu'il faut l'accepter, les médias vont faire leur part pour ce qui est des médias alternatifs. En tout cas, merci beaucoup Renaud pour toutes ces réponses et effectivement je passe la parole à Marc.

[Intervenant 2] (1:21:48 - 1:25:07)
Je voudrais avant, Marc, je suis désolé, tu as été tellement patient que je vais encore abuser de ta gentillesse, je voulais quand même faire une première remarque, enfin deux remarques très rapides, je pense qu'ailleurs que ça fera certainement partie des sujets à un moment donné de Marc qui a accumulé les questions, je le sais, donc on va avoir le droit à un long moment avec lui. Première des choses, tout à l'heure tu parlais des labels, alors tu parlais des labels qui sont des labels sous forme de critères bien évidemment, je sais pour faire partie de ton groupe de réflexion, on va dire comme celui aussi de Karim où Marc a été présent dans la réunion dimanche dernier, nous sommes en train d'essayer de tisser la toile et de faire les trois axes de travail dont Khalil vient de nous énumérer et de détailler.

Il y a une chose que j'ai beaucoup de mal à comprendre et peut-être que c'est peut-être parce qu'on n'a pas encore assez discuté avec ce profil de démocrate, on n'a toujours pas parlé de cimentique, on va y venir à un moment donné, après que Marc soit intervenu, je pense que d'ailleurs on va faire peut-être partie de ces questions. Les labels quels qu'ils soient, bon nous on a un partenariat avec le travail magnifique qu'a fait Raphaël Robbe et l'ensemble de la nébuleuserie qu'on va dire, qui sont des critères, ces labels sont très mal interprétés parce que la coalition citoyenne, si je ne me trompe, est en train de réfléchir tout comme nous d'ailleurs à la MDF, sont des critères à minima. Les labels qui sont proposés par exemple avec le portail municipal de Raphaël, ce sont des propositions, le portail municipal démocrate propose la possibilité à tous les partis, à tous les citoyens de pouvoir s'inscrire et de se regrouper sur cet outil-là, mais en plus il propose des critères qu'il appelle ça un label, mais ce n'est pas une imposition, ce sont les gens, les listes citoyennes, les citoyens qui estiment qu'à un moment donné il y a une possibilité d'avoir un outil d'évaluation et qui adhèrent spontanément à la réponse et à l'interrogation que posent ces labels.

Donc j'ai beaucoup de mal à comprendre cet argument que tu viens de nous donner, là pour une fois je ne suis pas en opposition avec toi parce que je sais quelle est ta pensée finale, mais j'ai beaucoup de mal à comprendre l'argumentaire, peut-être que tu pourras nous expliquer, peut-être qu'un jour, peut-être c'est sûr, nous aurons et nous inviterons des gens qui sont entre guillemets, parce que pour moi ça ne veut pas dire grand-chose radicale, cette première catégorie dont tu nous as parlé tout à l'heure, quelle est la justification de refuser de pouvoir s'auto-évaluer sur un critère ? C'est ça, c'est quelque chose que j'ai du mal à comprendre, si tu pouvais très rapidement nous expliquer le mode de pensée qui fait de rejeter quelque chose vers lequel on va directement et spontanément essayer de s'auto-évaluer alors que rien n'est imposé et que ce n'est pas une démarche condescendante de labellisation comme on peut l'entendre au sens naturel.

[Intervenant 1] (1:25:08 - 1:27:09)
Je te remercie de la question, comme ça on va clarifier certains points et j'espère évacuer quelques tensions entre certains collectifs, parce que le but je pense c'est qu'on travaille tous ensemble, moi je le dis clairement, mes ennemis en politique ce n'est certainement pas les collectifs citoyens, mes ennemis en politique, vous l'avez compris, c'est la Macronie, c'est le LR, c'est le PS, c'est le RN, c'est la FI et moi je garde ma hargne contre ces gens-là, c'est-à-dire eux qui depuis 40 ans nous ont mis dans

cette situation là, eux qui aujourd'hui mobilisent les enfants en vacances là, les réunions avec vous, pour essayer de mobiliser les gens, est-ce qu'on change la chose ? Voilà, moi c'est ces gens-là mes ennemis et c'est ces gens-là contre qui je suis en colère, les collectifs citoyens, je ne suis pas en colère contre eux, au contraire, je les applaudis et je leur dis de continuer, que ce soit sur le RIC, que ce soit sur le Sénat citoyen, que ce soit sur les conventions citoyennes, bref je ne vais pas reciter tout l'arsenal démocratique qu'on a, continuer à créer, à réfléchir, à innover, à inventer, continuons ensemble à inventer tout ça, essayons ensuite ensemble de faire la synthèse et moi ce qui m'intéresse pour les élections c'est d'avoir un message clair à porter à la population et d'avoir ce qu'on appelle chez nous des dénominateurs communs, c'est-à-dire réussir à s'entendre sur un minimum de dénominateurs communs et donc le système d'étiquettes ou de labels est très proche, il est là pour essayer d'avoir ces dénominateurs communs, alors est-ce qu'on en prend 3, 5, 10, plus on en rajoute, plus on divise, plus on change une virgule, plus malheureusement on ne fait pas des émules, donc évidemment moins on en a, plus on coalise large, mais plus on rentre dans le détail, plus on fragment, ça s'appelle l'effet tonnoir, c'est pas simple de trouver cet équilibre, tu parles de Raphaël et du portail de solutions démocratiques, écoute moi j'apprécie beaucoup son travail, non pas de solutions démocratiques, le portail

[Intervenant 2] (1:27:09 - 1:27:21)
lui aussi n'est pas démocrate, c'est pas la même chose, même s'il y a des interactions et qu'on se connaît tous, parfois c'est pas la même chose, on mélange parfois les termes, mais voilà cette démarche là,

[Intervenant 1] (1:27:21 - 1:29:14)
on a échangé avec Raphaël, on a fait une réunion, même plusieurs réunions avec lui et je vais même te dire qu'au début, toute notre démarche coalition citoyenne, on voulait le faire avec lui et sur son portail, qu'il était tout juste en train de créer, de mémoire je crois qu'il est en Europe de l'Est, et donc il était connecté à distance, c'est un informaticien de qualité, qui fait un travail de qualité, donc voilà, on s'était plutôt bien entendu, mais alors le seul souci que j'ai avec le label, c'est que quand on a voulu commencer à dire, écoute nous il y a certains des critères sur lesquels on a déjà réfléchi avec les collectifs citoyens de la coalition, il y a certains des critères qu'on aimerait mettre plus haut, il y a d'autres critères qu'on aimerait être plus bas, et donc on lui a demandé à pouvoir faire évoluer en fait les critères du label, et c'est là où malheureusement on a eu un petit heurt, si tu me passes le terme, c'est à dire qu'on nous a fait comprendre qu'en gros on ne touchait pas aux critères, et que les critères, ils étaient déjà définis, qu'ils étaient totalement démocratiques, et que si on voulait mettre par exemple plus de démocratie participative, et bien que ça n'allait pas dans le sens de ce que lui voulait défendre, voilà, et donc il nous a opposé une fin de non recevoir en disant non on ne touchera pas aux critères, voilà, et donc là-dessus malheureusement la coalition a dit, ben non, nous on veut un système d'intelligence collective, c'est à dire qu'on veut que tout le monde puisse participer à définir ces critères, on ne veut pas que ce soit une personne ou un collectif qui décide des critères, voilà, et c'est juste ça qui fait que ça a un peu capoté, je dirais pour l'instant, mais voilà, je ne suis pas fermé à rediscuter de tout ça, j'espère qu'avec Marc, ou avec vous, ou avec d'autres, on arrivera à avancer, à coaliser, à fusionner tout ça, parce que je pense qu'on a besoin de parler d'une seule et même voix forte pour défendre notre idéal démocratique.

[Intervenant 2] (1:29:15 - 1:29:30)
Oui, oui, tout à fait, je vais passer la parole à Marc, je ne poserai pas ma deuxième question, j'y reviendrai, mais je pense qu'il la posera, Marc, excuse-nous de t'avoir fait patienter, et je te laisse la parole pour ta série de questions, si j'ai bien compris, à Renaud.

[Intervenant 4] (1:29:31 - 1:31:29)
Oui, juste, je voudrais rebondir là-dessus sur l'histoire du critère, je pense qu'il n'y a pas de bons critères et de bons critères, si on a des critères, c'est bon, l'idée c'est d'éviter en fait la récupération abusive par un tiers d'une soi-disant démocratie qui n'en est pas une, quoi, j'ai pas envie qu'on se fasse rouler par un parti qui va nous dire maintenant, nous, on propose le RIC, et donc c'est bon, on est des démocrates, et donc c'est bon, on est une liste démocrate pour les législatives, alors qu'on sait que dans le fond, c'est des gens qui carburent au système, dont le parti est financé grâce aux lois de

financement de la vie politique, qui sont hallucinantes, qui sont financées avec des dons qui sont déductibles des impôts, et qui sont financées avec des remboursements de campagne, on sait pas pourquoi, tous ces trucs-là, ça sert à rien, c'est ça qui crée les partis politiques, qui les maintient en vie, donc l'idée c'est d'éviter cette usurpation, quoi, et que le critère il soit à 9 ou à 10, en fait, c'est même pas un sujet, le tout c'est qu'il y a un critère et qu'on évite le gros problème. Sur le critère, je pense qu'il n'y a même pas à se diviser, c'est pas un sujet, mais tout ça ramène à la question que je voulais te poser, initialement, j'ai deux questions importantes, la première, je te la donne après, celle que je voulais savoir, c'est comment vous décidez qui devient votre partenaire, et quelle liste vous considérez citoyenne, parce que si c'est juste d'être citoyen, c'est ouvert à beaucoup de gens, et nous, du coup, on dit plutôt liste citoyenne démocrate ou liste démocrate que liste citoyenne, pour pas faire de confusion, parce que c'est vraiment l'idée de la démocratie, parce qu'on peut avoir des citoyens qui sont radicalement à gauche ou radicalement à droite, et c'est pas trop notre idée, donc je voulais savoir comment vous les choisissiez, quels sont vos critères internes, et la deuxième question, c'est sur les abstentionnismes,

[Intervenant 1] (1:31:29 - 1:39:52)
on pourra y venir après. Nos critères, on a réalisé plusieurs réunions de travail, avec les dizaines de collectifs qu'on a évoqués, qui sont présents sur notre site, d'autres qu'on n'a pas encore ajoutés sur le site, d'autres qui arrivent chaque semaine, et on les invite à toutes nos réunions, on le fait de manière très transparente, on essaye de définir les valeurs d'une liste citoyenne, le projet d'une liste citoyenne, et le programme d'une liste citoyenne.

On a travaillé pour l'instant sur les valeurs, sur les valeurs d'arriver à transpartisans, transparents et transitoires. Pour nous, une liste citoyenne doit être transpartisans, c'est-à-dire de gauche et de droite, ni de gauche ni de droite, mais elle doit accueillir tout profil dans sa liste, ne doit donc pas être attachée à un parti, à une tiquette politique, transpartisane. Ensuite, elle doit être transparente dans son fonctionnement, elle doit être, je dirais, intelligence collective, elle doit être éthique, elle doit être en totale transparence sur le financement, en totale transparence sur les partenaires, en totale transparence même sur l'entre-deux-tours, sur les négociations avec les autres partis, elle doit être dans cette démarche transparente.

Et puis, transitoire, on aime bien dire chez nous qu'on veut prendre le pouvoir pour le rendre au peuple. Ça a été évoqué tout à l'heure avec le mandat impératif ou le non-cumul des mandats. Nous, l'idée, c'est de ne surtout pas professionnaliser la politique, du coup, c'est de mettre en place des candidats qui vont porter le message d'une première démocratie, qui vont pratiquer dans leur commune de la démocratie réelle, directe, participative, qui vont intéresser les citoyens au budget, qui vont organiser une journée référendaire, qui vont faciliter l'ERIC, qui vont permettre de faire de la médiatisation dans la commune sur ces sujets-là. Qui vont financer des actions de transition démocratique, qui vont expérimenter la nouvelle démocratie. Et donc, pour moi, il est important de pratiquer cette démocratie, et c'est pour ça qu'il faut qu'on rentre dans les conseils municipaux dès mars 2026 pour pratiquer le plus largement possible dans des grandes communes, avec toutes nos différentes étiquettes citoyennes, si possible sous une même banneur, mais sinon, ce n'est pas grave, même si c'est éclaté, il faut qu'on pratique pour qu'on apprenne, qu'on comprenne et qu'on fasse évoluer aussi nos discours, parce qu'entre nous, on se comprend sur tous ces sujets-là.

Mais moi, quand je parle, par exemple, à des amis ou à de la famille, ou à des gens dans le milieu professionnel, et que je leur parle de politique, ils sont d'accord sur le constat de « Macron, il abuse quand même ». Au début, on pouvait y croire, mais là, quand même… Mélenchon, il dit des trucs pas mal, mais bon, il fait un peu peur.

Le RN, ils ont peut-être raison sur deux, trois trucs, mais ils font un peu peur. Le LR et le PS, pourquoi ils ne l'ont pas fait avant ? Et donc, on fait quoi ?

On leur explique qu'il y a un nouveau projet, un projet citoyen, un projet transpartisan, vous connaissez la chanson, je ne vais pas vous la refaire, et là, ils décrochent. Ils disent « c'est compliqué votre truc, mon frigo ne va pas se remplir comme ça, ma planète ne va pas être sauvée comme ça ».

On essaye de leur dire qu'il y a des urgences sociales.

Demain, si je suis élu là où je suis, j'augmente les salaires immédiatement, 50%. Les retraites, 30%, je rajoute une sixième semaine de congés payés, je rajoute un jour férié, on veut nous enlever deux jours fériés. Moi, je veux rajouter deux jours fériés.

Je veux même rajouter la journée du 15 septembre, qui est la journée mondiale de la démocratie, et j'aimerais que ce jour-là, partout en France, on vote sur les sujets qui nous concernent, dans nos communes. Moi, sur Bordeaux, on a une maison éco-citoyenne, elle est basée sur les quais de la Garonne, pas très loin de chez moi d'ailleurs. J'ai parlé avec mes camarades sur Bordeaux, que si nous on va être élus, on organisera le 15 septembre une journée référendaire à la maison éco-citoyenne.

Et donc, une fois par an, tous les Bordelais seront appelés à se prononcer sur une série de questions qu'on aura établies avec eux au préalable, via des plateformes numériques ou via des assemblées citoyennes, via une démarche de démocratie participative et directe. On leur a proposé de venir voter. Et on fera en sorte que ce ne soit pas du vote consultatif, mais on fera en sorte que ce soit, si évidemment nous avons la majorité au conseil municipal, mais on fera en sorte que ce soit un vote décisionnaire.

Et que du coup, la volonté du peuple soit recueillie, écoutée et respectée dans son application. Voilà, donc pour te répondre là-dessus Marc, j'espère que c'est ce que tu me demandais. Je suis pour cet exercice pratique de la démocratie dite participative et directe, parce que j'ai peur qu'autrement on soit beaucoup avec des théoriciens.

Et donc, nous on essaye d'avoir ces valeurs-là, transpartisans, transitoires et également transparents. Ensuite, deuxième chose qui fait qu'on détermine une liste citoyenne, le projet, le projet citoyen. Donc, le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple.

Le Kratos au Demos et le projet citoyen, c'est première démocratie. C'est changement des pratiques démocratiques, première démocratie. Donc, il faut que le candidat porte ce sujet-là dans son programme.

Et dernier sujet, donc les valeurs, le projet et le programme. Le programme, là ça clive. Le programme, on a des gens qui veulent aller aux élections en mettant RIC.

Il y a des gens qui veulent aller aux élections en disant, moi je ne propose rien. Je vais juste mettre des outils en place pour écouter la population qui décidera. OK, moi ça me va.

Pourquoi pas ? Allez-y, faites campagne, faites le plus gros score et rentrez au conseil municipal. Si ça marche comme ça, super.

Et puis, on a d'autres gens qui nous disent, en plus des propositions démocratiques, on va rajouter dans le programme des préoccupations locales. Puisque là, on parle des municipales. Et donc, ils disent, on va rajouter des problématiques sur un centre commercial, un barrage, un stade, un problème d'urbanisme, un problème de centre-ville, un problème que vous et moi, ici, on ne peut pas débattre parce que c'est 35 000 problèmes différents dans chaque commune.

Et du coup, ils disent, on va rajouter aux propositions démocratiques, on va rajouter des propositions programmatiques. Sur, essentiellement, les sujets qui concernent les compétences de la mairie, sur lesquelles le maire, dont aujourd'hui le pouvoir politique se réduit grandement, on pourrait citer la loi NOTRe, qui aujourd'hui, dans les communes de moins de 1 000 habitants, restreint grandement le pouvoir politique des maires, des élus. On a un collectif qui s'appelle l'Association des maires pour le bien commun, qui ont d'ailleurs plusieurs maires dans leur collectif, qui, eux, militent pour la suppression de la loi NOTRe.

Et qui permettrait de donner plus de compétences aux maires, plus de pouvoirs politiques aux maires, et aussi, du coup, plus de financements pour la mairie. Puisqu'aujourd'hui, malheureusement, on se rend compte que les maires perdent des compétences et perdent du budget. Et donc, il me semble important de rappeler ces sujets-là.

Et donc, voilà, on milite pour que ces gens-là, s'ils veulent y aller en disant, programme démocratique et proposition écologie, action sociale, sécurité ou autre, eh bien, allez-y, allez-y, faites campagne avec ça. Et si vous arrivez à être élu et à rentrer au Conseil, pratiquez la démocratie. Voilà, pratiquez la démocratie.

[Intervenant 2] (1:39:52 - 1:39:59)
Est-ce que tu peux expliquer, Renaud, ce qu'est la loi NOTRe ? Parce que beaucoup ne savent pas ce que c'est que cette loi NOTRe.

[Intervenant 1] (1:39:59 - 1:43:49)
Oui, alors, écoute, je ne suis pas assez calé sur le sujet. Elle a été votée il y a une petite dizaine d'années. On pourrait demander à notre ami Google.

Mais si je cherche en même temps que je fais la vidéo, j'ai peur de perdre la connexion. Voilà, on pourra peut-être mettre un lien. Je sais que sur notre site, on a un article qui la détaille exactement.

C'est un juriste qui nous a rédigé ça. La loi NOTRe, globalement, ce qu'elle fait, c'est qu'elle est arrivée avec la notion, je crois, des communautés de communes. Vous savez, qui est arrivée il n'y a pas très longtemps.

Alors, ça concerne surtout les communes de moins de 1 000 habitants. Il faut comprendre qu'il y a plus de 35 000 communes en France. Et dans ces 35 000 communes, moi, quand j'ai découvert le chiffre, ça m'a assez surpris, il y a plus de 20 000 communes de moins de 1 000 habitants.

Donc, il y a énormément de toutes petites communes, en fait, énormément. On focus souvent sur les grandes villes et les batailles politiques dans les grandes communes. Mais en fait, l'immense partie des communes qui vont aller changer de maire peut-être là en mars prochain.

D'ailleurs, au passage, on estime qu'un maire sur deux va changer. Souvent, à 50 % des maires qui sont élus, 50 % des maires qui changent. Mais dans ces toutes petites communes, où parfois il y a une liste unique, où en fait, la démocratie directe et participative, me disait ce camarade de l'Association des maires pour le bien commun, il me disait, mais en fait, nous, on la pratique tous les jours, cette démocratie-là.

Parce que quand il y a un problème dans notre petit village, les gens, ils nous connaissent, les gens viennent nous voir tout de suite. Quand on organise une fête dans le village, il y a tout le village. Et donc, les problèmes, ils sont immédiatement discutés.

Ils sont immédiatement en recherche de solutions collectives pour le bien du village. Et donc, lui, il se bat sur le fait de dire qu'en fait, aujourd'hui, on vient le voir dans sa petite commune, mais il dit bien souvent, mais ça, ce n'est pas moi, ce n'est pas de mon ressort, ce n'est pas de ma compétence. Il faut demander à la communauté de communes ou il faut demander au département, ou il faut demander à la région, voire à l'État, voire même à l'Europe.

Je ne vais pas vous expliquer les strates administratives qui, aujourd'hui, nous polluent, j'allais dire, mais mentalement. En plus de créer une inertie terrible dans les décisions politiques de notre pays. Et en plus de nous coûter énormément d'argent, vous parlez des doublons, des triplons, voire des quadruplons parfois.

Il y a des situations totalement aberrantes. Et donc, cette simplification, cette horizontalité, vous comprenez bien, est là pour casser ce système-là. Et donc, cette loi NOTRe, de ce que j'en ai bien

compris, réduit le périmètre d'action des maires au bénéfice, notamment, des communautés de communes.

Et donc, dans les petites communes, l'enjeu n'est pas juste de gagner la mairie. L'enjeu, c'est d'obtenir la majorité citoyenne à la communauté de communes. Voilà, mais je ne m'avance pas plus que ça, parce que Google sera beaucoup plus précis que moi.

Et sinon, je vous donnerai le contact de notre camarade qui travaille sur ces sujets-là. Et ce serait intéressant, je pense, de faire une émission spéciale petites communes. Voilà, parce que je pense que ça concerne beaucoup de nos concitoyens.

Alors, je crois que 70% des Français vivent dans les grandes communes et 30% vivent dans les petites communes de moins de 1000 habitants. Mais c'est loin d'être négligeable. Et bien souvent, la révolte citoyenne, la révolte populaire, le grand riset citoyen qu'on appelle de nos voeux, vient des petits villages, vient des ronds-points, vient des campagnes, des campagnes, des périphéries, des périphéries aussi, des grandes villes.

Voilà, et il faudrait faire bien attention de ne pas mélanger le débat politique de démocratie idéale des grandes villes et de ce qui se passe dans les petites communes.

[Intervenant 2] (1:43:52 - 1:43:57)
Très bien, Marc continue, je reviendrai après poser ma deuxième question.

[Intervenant 4] (1:43:58 - 1:44:16)
Est-ce que tu peux nous préciser, par exemple, sur les consultations à caractère décisoire, décisionnaire, est-ce que ça, par exemple, c'est un critère qui est systématique ?

[Intervenant 1] (1:44:16 - 1:45:50)
Oui, alors, par exemple, nous, on aimerait proposer cinq critères démocratiques dans le bloc démocratique commun. On a cinq critères démocratiques, dont le RIC, alors je ne sais plus si on l'appelle référendum d'initiative citoyenne ou s'il y a la notion de consultation citoyenne. Je ne suis pas assez spécialiste du sujet, mais en tout cas, ça fait partie des cinq critères et on aimerait que les gens aient au moins trois des cinq critères démocratiques.

Voilà, et donc oui, ça en fait partie, mais ce n'est pas exclusif, si tu veux. Ce n'est pas exclusif, parce que certains disent que la consultation citoyenne, bien sûr qu'il faut qu'elle soit organisée, si possible, par la population elle-même, donc abaisser les seuils. Vous connaissez mieux que moi le sujet, mais abaisser les seuils des RIC et de permettre beaucoup plus souvent, en fait, que des idées, des propositions citoyennes fassent débat dans l'assemblée municipale, dans le conseil municipal, et soient débattues et votées au conseil municipal.

Mais d'autres aussi disent que la consultation citoyenne peut être portée par les élus, surtout si on a une assemblée municipale citoyenne. Et donc, il faut aussi que les mairies portent de la consultation citoyenne. Et donc, moi, je suis favorable aux deux.

Je pense qu'il faut de la consultation citoyenne qui vienne d'en haut et d'en bas, et qu'à terme, il faut que ces consultations citoyennes deviennent, je dirais, un exercice régulier. C'est pour ça que moi, je propose cette idée de maison référendaire et de vote annuel, à minima, le 15 septembre, dans toutes les communes de France.

[Intervenant 5] (1:45:52 - 1:45:52)
OK.

[Intervenant 4] (1:45:54 - 1:46:09)
Du coup, ma deuxième question, c'était comment vous imaginez aller chercher les abstentionnistes, les déçus, enfin, ceux qui sont dans l'abstention, pas touristiques, mais...

[Intervenant 1] (1:46:10 - 1:50:33)
Avant, je t'aurais répondu, il y a quelques mois, je t'aurais dit qu'il nous faut de l'argent pour aller dans les médias. Et il faut qu'on parle, qu'on parle, qu'on parle, qu'on parle dans les médias. Aujourd'hui, j'en ai discuté, d'ailleurs, il n'y a pas très longtemps, avec le camarade Raoul Maniberton.

Il nous disait, il me disait, et moi, j'étais très sensible à cet argument, qu'il se rend compte maintenant que dans les conférences de presse, ou dans les colloques, ou dans les événements qui sont organisés, dans lesquels on peut laisser parler des universitaires, on peut laisser parler des associations, des collectifs qui prônent ces sujets-là, bien souvent, le sujet de la démocratie est très technique, et pas simple à comprendre du grand public. Il est assez simple à expliquer à ceux avec qui on parle toute l'année, à nos réseaux, à nos collectifs. Mais moi, ce qui m'intéresse, et c'est tes abstentionnistes, c'est ta question, c'est d'aller chercher ce grand public qui aujourd'hui a une culture et une connaissance politique très diverses, très variées.

Et ces gens-là, j'ai envie de te dire, moi, aujourd'hui, avant même le sujet de la démocratie, je le dis à Raoul tel quel, j'ai envie de porter un message sur le pouvoir d'achat, sur l'économie. Parce que je crois que ce qui est la préoccupation majeure des Français, quand on regarde ce qui ressemble à des consultations citoyennes qu'on appelle aujourd'hui sondages, quand on regarde les différents sondages depuis bien longtemps, la préoccupation principale des Français, c'est ce qu'on peut appeler le reste à vivre. C'est la question économique, c'est pouvoir manger à sa faim tout le mois, le mois entier.

Et donc, c'est la notion de pouvoir d'achat, l'économie. Et donc, je pense qu'il faut, d'ailleurs, les Gilets jaunes ont porté dans leurs revendications des sujets démocratiques, et comme ce changement de système qu'on appelle de nos voeux, mais ils ont porté aussi des propositions et qui, moi, me parlent clairement d'urgence économique, d'urgence sociale. Et là, on peut citer ce que je disais tout à l'heure, les Gilets jaunes, c'était la suppression de la TVA sur les produits énergétiques, sur le prix de l'essence.

Mais ça peut être, par exemple, la suppression TVA sur tous les produits de première nécessité, de grande consommation. Ça peut être l'augmentation des salaires, ça peut être des jours fériés supplémentaires, ça peut être des semaines de congés payés en plus. Moi, je serais favorable à la semaine de quatre jours payée cinq.

Vous voyez ? En plus, je crois que c'est aberrant de faire travailler les gens cinq jours sur sept, huit heures par jour. Les gens sont épuisés.

Les gens sont même plus productifs et efficaces. Et je vous le parle en toute connaissance de cause parce que j'ai été patron pendant dix ans. Et donc, moi, j'ai essayé de pratiquer dans mon entreprise la semaine de quatre jours ou le télétravail pour que les gens fassent autre chose, fassent leur loisir, fassent leur passion et que ce ne soit pas une contrainte d'aller au travail.

Donc, je pense qu'il y a des vraies propositions citoyennes qui doivent être collectivement construites, apportées sur les sujets économiques. Pour, évidemment, rendre du pouvoir d'achat. Moi, j'aime dire rendre l'argent aux Français.

Et puis, bien sûr, abaisser ce niveau de taxes, de charges, d'impositions massives qui nous est imposée aujourd'hui. Je crois qu'on est à plus de 50% d'imposition sur ce que l'on gagne, du début de la vie jusqu'à la fin de sa vie. Et donc, je pense qu'on sera encore plus audibles sur nos sujets de transformation démocratique si l'on porte aussi ces messages de revendications d'urgence sociale axés essentiellement sur le pouvoir d'achat.

Mais là, ce n'est pas « coalition citoyenne » qui vous explique ça. Là, c'est plutôt, moi, une vision plus personnelle que je porte là-dessus. On est de plus en plus nombreux, j'ai l'impression, à parler d'autres choses que la démocratie.

Démocratie et... Alors, d'autres parlent de écologie. Démocratie et pouvoir d'achat.

Démocratie et écologie. Démocratie et sécurité. Démocratie et ce que vous voulez.

Mais je pense que la démocratie seule ne suffira pas pour aller chercher les abstentionnistes pour répondre à ta question, Marc.

[Intervenant 2] (1:50:38 - 1:50:41)
Tu veux compléter une autre question, Marc ?

[Intervenant 4] (1:50:41 - 1:50:43)
Ou je peux enchaîner ?

[Intervenant 2] (1:50:44 - 1:57:45)
D'accord. Alors, on va parler un peu de sémantique. On va parler des choses qui fâchent, Renaud, parce que...

Nous entendons ton discours, ton effort de coalisation. J'ai un peu de mal à comprendre comment on peut parler de démocratie, de démocratie directe, de démocratie consultative, essayer de faire le mariage, parce que c'est en cela que je reconnais ta sagacité, cette façon que tu as très convaincante de vouloir coaliser, cette façon d'arriver à discuter avec tous et toutes. Et c'est quand même une faculté de réunion que peu de personnes ont.

Et c'est pour ça que je voulais absolument qu'on fasse une émission là-dessus. Par contre, j'ai un gros problème en tant que démocrate direct. Et ça, tu me diras qu'il faut attendre une heure et demie pour en parler, mais ça me semble tellement évident qu'il fallait aller jusqu'au bout de la démarche et te laisser développer à la fois tes pensées, le travail que tu fais, ô combien important et intéressant, et que, en tout cas, personnellement, je respecte énormément.

J'ai beaucoup de mal à essayer de voir comment tu vas arriver, parce que je sais que, in fine, tu es un des fervents défenseurs de la démocratie directe. J'aimerais comprendre comment tu peux arriver à coaliser des gens qui, pour la grande majorité, sous l'appellation « liste citoyenne », ne font que du recyclage démocratique, ou alors ce qu'on pourrait appeler, sous un nouveau mot anglicisme, mais que tout le monde comprend, du « demo-washing ». Parce que je n'entends pas beaucoup parler de démocratie directe, et alors tu nous parles d'horizontalité.

Parfait. Tu nous parles de verticalité en opposition. Parfait.

Tu nous parles parfois d'une translation verticale du haut vers le bas, ou déjà un peu plus perdue. Tu nous égraines des secteurs d'activité et quasiment un programme, en tout cas des axes de programme. Pourquoi pas ?

OK. Mais, en tout cas, chez démocratie directe et à l'AMDF, on peut être force de proposition, on peut se positionner, pourquoi pas, de façon individuelle, sur certains sujets de société, que ce soit économique, social ou autre. Mais ce qui nous intéresse surtout, ce n'est pas le contenu, c'est le contenant.

C'est donner la possibilité aux citoyens de pouvoir s'exprimer. Et je me demande comment tu vas pouvoir réussir. Alors, c'est une interrogation.

C'est presque un constat puisque tu as, je dirais, déjà, sous une forme de réussite, arrivé à faire en sorte de ce mariage de la carpe et du lapin, puisque, comme tu nous as très bien expliqué au sein de ta coalition, tu as ces trois types de listes citoyennes, mais est-ce que tu n'as pas peur qu'à force de courir après tous les lapins, justement, tu finisses par en attraper tout ce qu'il y a ? Parce que forcément, il y a quelque chose. Kay et moi, par exemple, nous sommes, parmi les plus radicaux,

encore une fois, nous sommes anti-représentativité.

On a fait, chacun de notre côté, avant qu'on se connaisse, des propositions gouvernementales à base d'assemblées, de réponses, de chambres de questions, tous très inspirées, en règle générale, de nos réflexions, mais surtout basées aussi sur le travail de réflexion de gens comme Etienne Chouard, Jacques Testard et d'autres, ou d'anciens écrits à travers les siècles, parce que ce n'est pas une idée nouvelle, la démocratie.

Il y a beaucoup de gens qui ont déjà réfléchi. Mais quand je parle de démocratie, chez nous, en tout cas, on parle de démocratie directe. Donc, j'ai l'impression que cette coalition démocratique peut paraître de l'extérieur comme un immense fourre-tout où on va essayer de faire converger toutes les bonnes volontés.

On va forcément se trouver à un moment donné face à des gens qui vont être obligés, entre guillemets, d'être démasqués. Alors, pourquoi je dis démasqués ? Je fais, bien sûr, référence et allusion à ce que j'ai appelé le démowashing, c'est-à-dire ces gens qui sont soit dans l'opposition, soit dans la majorité au niveau communal et qui, à un moment donné, vont se retrouver dans une liste citoyenne pour soit se maintenir au pouvoir, soit y accéder sans jamais comprendre ni proposer un outil de démocratie directe.

Donc, j'aimerais bien que tu précises cela. Comment tu vas réussir à faire cohabiter ces personnes-là ? Parce qu'à titre personnel, ils se trouvent, et je m'en excuse qu'on a eu un problème technique, c'est-à-dire que le chat sur YouTube n'a pas pu être ouvert parce qu'il y a eu un problème technique sur l'ouverture.

Donc, l'émission est en direct, mais il n'y a pas de chat et c'est dommage. Donc, je vais me faire l'écho parce que je reçois beaucoup de messages par un autre biais sur mon portable. Je vais me faire l'écho, mais c'est aussi ce dont je suis persuadé, c'est-à-dire que c'est compliqué de pouvoir courir plusieurs lièvres à la fois.

Ça a au moins l'avantage, ça c'est certain, c'est de démasquer certaines personnes qui ne sont pas des démocrates. Alors, des démocrates au sens où nous l'entendons, en disant qu'ils appliquent une démocratie décisionnelle et qui permettent au peuple aussi de l'appliquer par un contrôle à postériori, et qu'ils ne soient pas dans une démocratie consultative, délibérative, participative, bref, on en a vaut un peu molle. On a vu hier, avec Chloé Fabry, qu'on a reçu et qu'on remercie d'ailleurs pour sa gentillesse et son exposé sur la démocratie suisse.

Eux, ils parlent de démocratie semi-directe, donc des adjectifs qui font perdre à son mot son sens original, qui ne sont en fin de compte que des oxymores, même parfois des incompatibilités totales. Et on est obligé, nous, dans notre démarche de réflexion, et c'est pourquoi nous essayons de militer, de parler de démocratie directe. On passe de l'oxymore au pléonasme, parce que la démocratie directe, c'est un pléonasme, mais on n'a pas trop de choix pour se positionner semantiquement.

Comment tu réussis, parce qu'il y a comme une forme de schizophrénie dans le discours que tu nous tiens ?

[Intervenant 1] (1:57:45 - 2:07:19)
Je ne sais pas si tu entends et si tu as consommé ton scénario, donc ça m'intéresse ton positionnement. Oui, pas de souci. Écoute, je vais te faire deux réponses.

D'abord, pour nous, le bloc démocratique, tu as compris, pour l'étiquette citoyenne qu'on souhaite mettre en place sur toutes les listes pour mars prochain, et pour les élections suivantes, le bloc démocratique est le bloc du dénominateur commun, c'est-à-dire le renouveau démocratique, les référendums, les assemblées, les mandats impératifs, les budgets participatifs, etc. Tout ça, c'est le bloc commun. Donc c'est-à-dire que c'est non négociable.

Il faut qu'il y ait cette notion de transition démocratique. S'il n'y a que ça, ce qu'on peut appeler des listes de démocratie directe, eh bien très bien, et ça fait partie des gens qu'on souhaite accompagner. Si en plus de ça, il y a du programme, il y a de la proposition, et c'est là où c'est clivant, puisqu'évidemment, on va avoir des propositions qui sont plutôt orientées sur tel sujet, qui sont plutôt rattachées à telle idéologie, et c'est là qu'on a suspicion.

On se dit en fait, là, ils essayent de faire passer des idées de gauche ou des idées de droite. Je passe mes semaines à discuter avec des gens qui veulent se lancer dans des listes citoyennes, mais pour faire passer des idées de gauche, ou des gens qui veulent se lancer dans des listes citoyennes, mais pour faire passer des idées de droite. Et je leur dis, vous n'êtes pas au bon endroit, parce que nous ici, on ne va pas faire des idées de gauche ou de droite, on va faire des idées de gauche et de droite.

Et donc si vous n'êtes pas prêts à débattre avec l'autre partie de la population, et éventuellement du coup, avoir votre proposition, votre idée d'être minoritaire, vous n'êtes pas au bon endroit. Allez sur des listes de gauche, allez sur des listes de droite, mais ne venez pas sur les listes citoyennes. Et donc sur la partie programme, quand il y a une partie programme qui apparaît, nous ce qu'on dit dans les démarches de coalition citoyenne, c'est que ce n'est que des propositions programmatiques.

Je suis journaliste de formation, donc les mots ont un sens, je suis d'accord avec toi, la sémantique est très importante. C'est-à-dire que ce sont des propositions portées par des candidats pour intéresser la population et qui seront soumises à l'Assemblée citoyenne, qui seront soumises au référendum des habitants, au vote des habitants. Ce n'est pas un programme gravé dans le marbre, tel que les partis politiques peuvent le faire classiquement, qui devra être appliqué à la lettre.

D'ailleurs, bien souvent, malheureusement, même les programmes officiels des candidats, des partis classiques, ne sont pas appliqués, sont très peu appliqués. Je crois qu'il avait été décortiqué sur les 40 propositions de Macron et ça avait été fait sous deux plans. Je ne veux pas câbler la Macronie, on pourrait parler de Hollande et de Sarkozy aussi.

On s'était rendu compte qu'à peine 10-15 % de leurs programmes, qui les a fait élire, avaient été débattus, votés et appliqués lors de leurs mandats. Et donc tout ce qui est de l'ordre de la proposition programmatique, pour moi, doit être soumise ensuite à la moulinette démocratique. Et donc en cela, je fais le lien, si tu veux, entre la démocratie directe et la démocratie participative.

Aussi important que ces propositions soient la résultante d'un travail collectif avec ce qu'on a dit tout à l'heure, des listes transpartisanes, et donc que ces propositions émanent d'une représentation significative de la population locale. Que ce ne soient pas des propositions émanant d'un parti ou d'une idéologie. Et donc, c'est la première réponse que je souhaite te faire.

Pour moi, les deux ne sont pas antinomiques, les deux ne sont pas à opposer, et je parle souvent de démocratie directe et participative. Pour moi, le renouveau, la transition démocratique, je te le redis, le participatif, pour moi, c'est à court terme, le direct, c'est à moyen terme. Et pour moi, c'est par étapes.

Et deuxième réponse que je te fais sur ça, je vais te parler de TIFEN. TIFEN, elle est élue à Bordeaux. Elle est conseillère municipale depuis 2020 sur la liste Bordeaux Respire, qui est la liste de Pierre Urmic, qui est d'Europe Écologie Les Verts, qui a réalisé une liste en 2020, 50% société civile et 50% partis politiques.

Dans les partis politiques, il y a EELV, et je crois de mémoire qu'il y a le PS et le PC. Il n'y a pas les autres parties de gauche qui étaient sur une autre liste. Et dans cette liste-là, Pierre Urmic a dit qu'on aura, ce que je t'ai expliqué tout à l'heure, une liste hybride entre les partis et la société civile.

TIFEN, elle est élue, société civile. Elle a milité pendant des dizaines d'années dans différentes ONG et collectifs, alors on va dire, pas que citoyens, alors pas citoyens au sens démocratique, mais elle a beaucoup milité sur des collectifs, notamment sur l'environnement et la souveraineté alimentaire, la

transition alimentaire et écologique. Elle est sur la résilience alimentaire, qui est un sujet qui nous passionne aussi à la coalition.

Comment trouver des agriculteurs autour de chez nous pour mettre dans les cantines en local du bio, du bon, du pas cher. Plutôt que d'aller importer, aller chercher des produits. Bref, tu m'as compris que les sujets de démocratie ensuite s'appliquent, qui se déclinent à toutes les autres problématiques de la cité.

Et donc TIFEN, elle est responsable à la mairie de Bordeaux de la démocratie participative et de l'intelligence collective. Et donc c'est un nouveau poste qui a été créé à Bordeaux. Et donc elle a 4 adjoints avec elle, ils sont 5.

Elle a un budget chaque année. Alors on parle d'une ville de 250 000 habitants à peu près, presque 300 000 habitants. Je crois que c'est la 7e ville de France, 6 ou 7e ville de France.

Donc ce que je dis là est vrai pour les grandes villes et pas pour les petites communes. Je rappelle qu'aussi par exemple en termes de budget, dans des communes comme ça, c'est presque 1 euro par habitant. Donc sur une liste, une ville de 250 000 habitants, on parle d'un budget de 250 000 euros pour mener une liste.

Et donc TIFEN, qu'est-ce qu'elle a fait ? En fait, depuis qu'elle est élue, elle n'a pas retourné sa veste. C'est une démocrate sincère et elle pratique jour après jour, elle essaye en tout cas de pratiquer jour après jour de la démocratie directe et participative dans la ville de Bordeaux.

Elle organise des consultations citoyennes. Elle a réalisé alors un espèce de démocraton. Elle s'est baladée dans tous les quartiers de Bordeaux, les différents quartiers de Bordeaux à la rencontre des habitants avec une campagne de médiatisation pour aller recueillir les avis de chacun des habitants.

Elle également met en place un système d'horizontalité au sein du conseil municipal pour que les décisions soient moins verticales, plus transparentes. Elle le fait aussi auprès de tous les autres services municipaux, dont la mairie différente. Elle essaye de démocratiser la mairie.

Elle expérimente aussi une sorte de convention citoyenne sur Bordeaux. Ils ont pris 60 Bordelais tirés au sort. C'est un sujet aussi qui mériterait d'être creusé, le tirage au sort.

Ça ne fonctionne pas si mal au niveau des cours d'assises que je sache, des jurys citoyens. Moi perso, encore une fois, je ne sais pas si c'est la directe, la participative, le RIC, l'Assemblée citoyenne, le mandat ou autre qui va fonctionner. Je pense qu'il faut expérimenter et donc il faut tester tout ça.

Il n'y a pas de hiérarchie pour moi, comme l'a dit un petit peu Marc tout à l'heure. Toutes les expérimentations démocratiques sont bonnes. Je t'en donne une autre.

Elle a organisé, quand elle est arrivée, un budget participatif. C'est uniquement 5% du budget d'investissement et non pas le budget de fonctionnement. C'est la moitié du budget total de la mairie et c'est 5% de ce budget-là.

Elle est en lien avec d'autres villes de France qui ont mis en place des budgets participatifs. Ils ont fait un petit bilan des budgets participatifs. Ils disent que ça tourne un peu en rond, que c'est un peu toujours les mêmes qui viennent, que parfois il y a des lobbies qui essayent de pousser toujours leurs projets.

Au final, ce n'est pas si démocratique que ça. Aujourd'hui, ils réfléchissent plutôt à comment faire participer les citoyens au budget, c'est-à-dire expliquer tout au long de l'année, au bord de l'air, qu'à telle période, on va voter le budget d'année prochaine sur le sujet d'actualité niveau national, le budget de 2026. Demander aux habitants, tout au long de l'année, sur tous les sujets qui vont être budgétisés, leur avis, leur proposition.

Intéresser la population dans les choix, les décisions, les orientations budgétaires qui vont être faites par la mairie. Et ça, moi, je trouve que c'est une démarche de démocratie, rappelle-la comme tu veux, participative ou directe, c'est-à-dire on va faire participer les citoyens pour que leurs décisions impactent directement la mairie. Et ça, moi, je trouve que c'est une démarche qui mérite d'être creusée.

Et personnellement, si je suis élu sur une liste sur Bordeaux, et que j'ai de chance là, ça fait partie, moi, des sujets que j'aimerais expérimenter sur un temps long, creuser, en plus des autres sujets que j'ai évoqués dans le bloc démocratique. Mais qu'est-ce que tu y mets dans le mot participatif ?

[Intervenant 2] (2:07:19 - 2:11:01)
Parce que participer et faire consulter les citoyens, c'est leur demander leur avis, mais c'est aussi leur demander, dans le cadre d'une votation, qu'ils soient pris en compte, éventuellement, quelles que soient les modalités, avec ou sans quorum, établir des proportions, jugement majoritaire si c'est éventuellement, ou jugement nuancé si c'est éventuellement sur des orientations avec des projets différents et bien définis. Les consultations sur les citoyens ne sont pas forcément tout le temps binaires, oui, non, il y a des nuances, peut-être y ajouter le vote noir, le vote suspensif, si effectivement le débat n'a pas été considéré, suffisamment donné dans la temporalité, quelque chose d'acceptable pour que le citoyen puisse décider de façon éclairée, mais nous, ce que nous entendons dans la démocratie directe, et après je vais passer à la parole à la Kali, qui voulait rajouter une question là-dessus, c'est que nous demandons absolument que le citoyen ne soit pas que consulté, c'est qu'il soit décisionnaire, et qu'en plus de sa décision, alors c'est toujours compliqué parce qu'on sait bien qu'aujourd'hui il faut s'adapter au système, et que si aujourd'hui il y a des listes de démocratie directe qui arrivent à prendre des mairies, combien, on n'en sait rien, est-ce qu'il y aura suffisamment de listes, on ne le sait pas, puisque nous, encore une fois, nous prétendons chez la démocratie directe et à l'AMDF que c'est du ressort individuel. Tout à l'heure, tu parlais des stratégies et des différents types de modalités d'accession au pouvoir.

Je pense que d'abord, la priorité, c'est que l'individu en lui-même, les gens qui nous écoutent, ceux avec qui nous discutons, c'est d'arriver à les convaincre que le pouvoir est en eux, et que la simple démarche de pouvoir se présenter dans du lien social et créer des listes citoyennes peuvent les emmener à reprendre ce pouvoir citoyen et donc ce pouvoir effectif. Et donc, les consulter, c'est bien, les faire participer, on va dire que c'est mieux, mais les faire avoir in fine la décision et surtout les moyens de contrôle qui sont importants, puisque tu vas dire qu'on est peut-être un petit peu ultra dans notre façon de voir les choses, mais on doit considérer que si la représentativité n'a pas fonctionné, c'est parce que les représentants ne sont pas restés à leur place, ils ne sont pas les serviteurs de ceux pour quoi ils ont été élus, ils sont encore moins les serviteurs des électeurs, alors que normalement, la représentativité, c'est ça.

Donc aujourd'hui, comme on a vu que la Ve République et toutes les républiques jusqu'à présent n'ont pas réussi à mener un contentement dans la citoyenneté, dans cette capacité que nous devrions avoir à décider de notre avenir et de notre présent, il est important qu'à un moment donné, les gens puissent se réapproprier, mais comment veux-tu que les citoyens, même que ce soit dans une petite commune de 500, 2000, 2000 ou de 50 000 ou de 300 000 ou 500 000 habitants, comment veux-tu que les citoyens puissent se réapproprier leur pouvoir si le maire et le conseil municipal n'est pas entre guillemets aux ordres ? Il ne s'agit pas du...

Attention, je ne parle pas du dictat ou du peuple, on n'est pas dans...

[Intervenant 1] (2:11:01 - 2:11:04)
Mais oui, mais même si on a ça, pour moi il y a...

[Intervenant 2] (2:11:04 - 2:12:01)
Il y a les ministres, etc. Ce que je veux dire, on va recevoir début octobre, Jean-Marc Mech, d'une ville en Alsace qui depuis déjà plus de 20 à 30 ans pratique, sans le savoir, ce qui a été devenu il y a

quelques années les villes en transition, et je l'ai eu au téléphone aujourd'hui, donc je ne vais pas en parler parce que ça fait partie des multiples contacts que j'ai avec des personnes à qui on va donner la parole. Et lui, il le dit clairement, je suis aux ordres de mes administrés.

Et donc comment tu peux arriver à concilier, encore une fois, c'est-à-dire que tu emploies une sémantique et des mots qui prêtent à la confusion vu de l'extérieur. Je ne doute pas de ta sincérité, ce n'est pas ce que je suis en train de dire. Je ne peux pas ne pas te poser cette question-là.

[Intervenant 1] (2:12:02 - 2:13:32)
Comment peut-on arriver à être dans une opposition complète entre la théorie et la pratique ? C'est ça que je voudrais comprendre. Pour moi, il y a l'opposition, c'est-à-dire qu'avant le décisionnaire, pour moi, doit y avoir le participatif.

Parce que si aujourd'hui, on demande à des gens de voter sur tel ou tel sujet, et qu'avant de voter, ces gens-là ne se sont pas intéressés au sujet, ne se sont pas documentés sur le sujet, n'ont pas participé à des débats contradictoires sur le sujet, n'ont pas fait de la recherche personnelle sur le sujet, au moment d'aller voter, ils vont voter quoi ? Ils vont voter comment ? Je te donne un exemple très concret.

Tu sais que j'habitais Paris pendant longtemps. Moi, pendant longtemps, j'utilisais la trottinette électrique à Paris. Et tout d'un coup, il y a quelques années, il y a deux ans, la mairesse Anne Hidalgo, que vous connaissez, a mis en place une consultation citoyenne sur l'usage.

Je ne sais pas si elle l'a appelée référendum, consultation, mais elle a mis en place une question sur l'usage des trottinettes à Paris. Bon. Le résultat, c'est quoi ?

À peine 5% des Parisiens ont participé. 5% des Parisiens. Ils ont participé.

Bon. Plus de 90% d'entre eux ont dit non à la trottinette. Du coup, ça a été décisionnaire.

On est là dans une démocratie directe. Alors évidemment, je prends un exemple. Oui.

Pour pouvoir en poser d'autres. Non. Ah bah si, si.

Ça a été décidé.

[Intervenant 2] (2:13:33 - 2:14:24)
Non, pas du tout. Non, non, non. Alors, attends, excuse-moi, je suis obligé de te couper, c'est pas...

Je veux dire, la démocratie directe, c'est celle qui respecte le processus de décision, respecter le processus de décision, c'est imposer un minimum de corrob. Oui. C'est pour ça aujourd'hui qu'on en est là.

C'est-à-dire qu'on a eu Macron qui représente moins de 17% du coalère électoral au premier tour. Ça fait des années que l'abstention est le premier parti de France. À une époque où j'avais commencé à militer, je faisais des petites statistiques à chaque élection et j'avais appelé ça le banni, c'est-à-dire les blancs, les abstentionnistes et les non-inscrits.

Et ça fait déjà plus de 25 ans, chiffre en main, si tu prends le corps électoral, le vrai élargi, qu'aucun autre parti que le banni n'est prioritaire. Oui, je connais ça par toi.

[Intervenant 1] (2:14:24 - 2:17:19)
On a créé un outil qui s'appelle « Le Légitimaitre ». Tu pourras aller voir l'outil qui s'appelle « Le Légitimaitre ». Ça a été créé par François Lenné, qui travaille chez Contribuables Associés, qui est disponible sur le site de Nous Citoyens.

Le Légitimaitre, ça te dit pour chacun des élus aux dernières législatives, quelle est la proportion exacte de la population qui a élu son député. Et donc, le chiffre officiel qui prend en compte en fait le nombre de bulletins exprimés est à le chiffre du légitimaitre qui prend en compte le nombre de personnes inscrites sur les listes électorales. Et du coup, tu te rends compte que la plupart des élus, en effet, passent à l'Assemblée nationale avec 20, 25 % à peine des suffrages de la population.

Et donc, évidemment, c'est un scandale absolu. Mais il y a théorie et pratique. Aujourd'hui, en pratique, il n'y a pas ces obligations de quorum.

Quand notre mairesse Anne Hidalgo a dit quoi pour retirer les trottinettes électriques ? Donc moi, après, on a creusé le sujet. Qu'est-ce qu'on a compris ?

Les gens qui sont allés voter, 80 % d'entre eux, c'était les seniors, les retraités. C'est des gens qui avaient reçu la documentation de la mairie dans la boîte aux lettres pour les informer d'eux. Les jeunes, les actifs qui utilisaient la trottinette, ne savaient même pas qu'il y avait le référendum.

Ils ne savaient même pas qu'il y avait la consultation citoyenne. Il y a même eu des pétitions qui se sont sorties sur Paris. Il y a même eu une manif qui a été organisée sur Paris pour demander l'annulation de cette consultation.

Donc moi, je suis très favorable au RIC. Je suis très favorable aux consultations citoyennes avec des quorums. Mais je suis encore plus intéressé à court terme, de manière pratique, à faire participer les gens à la réflexion, au choix, à la stratégie politique de la mairie.

Et donc d'avoir, par exemple, des assemblées citoyennes. On a déjà des conseils de quartier. On a des conseils d'arrondissement.

On a même le CESE en région, qu'on appelle le CESER. Il existe des organes aujourd'hui qui permettent cette démocratie participative, sauf qu'aujourd'hui, ils ne sont pas connus, ils ne sont pas utilisés, ils ne sont pas exploités et ils ne sont que consultatifs. Donc moi, ce qui m'intéresse, c'est que ces outils-là, les outils de participation citoyenne à la vie politique, on les généralise, on les fasse connaître au plus grand nombre et qu'on les rende décisionnaires.

Et en plus de cela, qu'on mette en place, pourquoi pas, du mandat révocatoire, qu'on mette en place du référendum d'initiative citoyenne, qu'on mette en place d'autres expérimentations. Et c'est en cela, j'espère que tu comprends ce que je veux dire et que ce n'est pas la langue de bois que je te dis, parce que moi, c'est une vraie conviction que j'ai, pour moi, le participatif et le direct sont complémentaires, sont complémentaires. Ils ne sont pas à opposer.

[Intervenant 2] (2:17:20 - 2:17:37)
D'accord. Alors, je vais afficher, parce qu'on a le portail municipal-démocrate qui a fait un commentaire, enfin deux d'ailleurs, donc, il a le droit de répondre parce que forcément... Oui, on ne modifie pas le mot.

[Intervenant 1] (2:17:37 - 2:17:46)
Pour faire plaisir à un gloubigoulba de 500 listes, ce n'est pas forcément très démocrate. Eh bien, voilà, tiens, ça commence. Allons-y Stéphane.

[Intervenant 2] (2:17:46 - 2:23:02)
Donc, on salue au passage notre ami Raphaël Robbe, parce que tout ça reste bien sûr de l'ajoute verbale amicale, mais il a droit à une réponse dans la mesure où il y a une forme de ta part, une explication sur la façon dont vous n'avez pas réussi à travailler. Il nous met d'ailleurs un deuxième petit commentaire en parlant justement de ces labels, des secrétaires du label qui répondent tout à fait, selon lui, à la question de l'information et des débats avant votation. C'est là où justement...

Alors, je n'avais pas lu du tout cette remarque, mais qui me semble très judicieuse et c'est pour ça

aussi que, encore une fois, je reprends cette histoire de label de tout à l'heure, alors ça peut paraître de la... Comment dirais-je ? Une forme de pinaillage, mais ça n'est pas du pinaillage, parce que ça reste complètement essentiel.

Tu as bien compris que... Après, je passerai la parole à Kali, que nous sommes très attachés au respect du débat et des modalités du débat, parce que ce n'est pas à toi qu'on va la prendre et tu viens aussi de le donner en référence. On sait très bien pourquoi les sondages ne servent à rien, on sait très bien pourquoi les instituts de sondage sont rachetés, on sait très bien pourquoi les médias sont rachetés, c'est de la fabrique d'opinion, tout ça n'est plus à prouver, il y a même des études statistiques là-dessus, tout est factuel et tout est sourcé.

Donc, du coup, aujourd'hui, l'espoir et la crédibilité d'une vraie mise en place de cette première démocratie que tu inspires sincèrement de tes voeux, ne va-t-il pas passer par une certaine forme d'exigence par rapport aux listes que tu essaies de coaliser ? C'est là où je veux en venir, on retrouve dans les critères du label. Alors, ce n'est pas parce que nous avons...

J'ai eu des débats virulents avec Raphaël et on s'apprécie parce qu'on est tous les deux de fort caractère, parfois on arrive à un moment où c'est compliqué de discuter parce que je reste sur mes positions et lui sur la scène, mais ce n'est pas ça Ce qui est important de noter, c'est que dans ces critères-là, encore une fois, ce sont des propositions et c'est surtout qu'il y a une mise en perspective de règles minimales qui semblent quand même du bon sens pour tout démocrate qui se respecte, de respecter une temporalité des débats, d'avoir un débat convergent et contradictoire, d'avoir la possibilité de mettre en place, si besoin, des quorums, la façon dont est faite la communication, la façon dont sont faits aussi les rapports. Avec la MDF, on va, porté par Didier Maësto, tu vas voir le rapport, bientôt créer, donc on l'a déjà fait de fait, mais on va rentrer dans le futur bientôt, l'Institut citoyen de consultation.

Qu'est-ce que c'est ? C'est simplement le prendant des instituts de sondage. On va essayer de créer un vrai panel avec une approche professionnelle.

Didier Maësto se fait porteur de ce projet parce qu'il est issu de ce monde-là historiquement avant d'être dans les médias et parce que c'est un vrai démocrate qui s'investit à nos côtés dans cette démarche-là. Dans cet Institut citoyen de consultation, il va y avoir un comité d'éthique de rédaction puisqu'on sait très bien quand on pose une question, et là on est au cœur nucléaire de la démocratie, quand on pose une question, il suffit juste de la poser d'une certaine manière pour déjà l'orienter et travestir la potentialité d'un véritable avis et d'une véritable votation. Il faut laisser le temps à la consultation, il faut laisser aussi la possibilité d'avoir des avis pluriels, il faut, après une fois les résultats faits, si par hasard ce sont des résultats qui sont sous forme de sondage ou de consultation, avoir aussi l'éthique de la présentation des résultats qui peut là aussi travestir et complètement détourner du rôle premier de l'acte démocratique.

Donc, pour revenir à ces fondamentaux dont parle Raphaël dans son droit de réponse et dans ce qu'il appelle lui un Gnoubi-Boulga, Gnoubi-Boulga, oui c'est ça, Casimir Lillo aux enfants, la référence, de Saint-Saëns-Lyste, en disant qu'ils ne sont pas forcément très démocrates, là encore on a un problème de sémantique, c'est-à-dire qu'on pourrait dire que Raphaël exagère parce qu'il est très démocrate, qu'est-ce qu'il entend par très démocrate, Saint-Saëns-Lyste, effectivement elles sont dénombrées et ça on peut te donner le quitus pour le merveilleux travail que tu fais, encore une fois ce n'est pas une attaque, mais comment encore une fois on se retrouve confronté à cette fameuse sémantique qui nous oblige à une forme de radicalité

[Intervenant 3] (2:23:02 - 2:23:04)
je vais essayer de simplifier

[Intervenant 2] (2:23:04 - 2:23:05)
tu peux m'expliquer,

[Intervenant 1] (2:23:06 - 2:26:52)
le consensuel est là, je vais essayer de te simplifier je vais essayer de te simplifier ma réponse, par exemple le RIC et l'Assemblée citoyenne, pour moi le RIC ou le référendum c'est direct, et l'Assemblée citoyenne c'est du participatif, l'Assemblée citoyenne on fait participer les gens tout au long de l'année, c'est ce qu'explique aussi Louis-Marie avec ses assemblées de co-décision qui sont d'ailleurs aujourd'hui en place dans un certain nombre de mairies, tu en as cité quelques-unes en ruralité, qui sont en place dans certaines également collectivités, au niveau de conseils régionaux et départementaux, il y a des choses qui sont aujourd'hui en tentative du côté de Poitiers par exemple avec la maire Eléonore Moncondu, qui met en place une assemblée citoyenne parallèle au conseil municipal et qu'elle souhaite décisionnaire, et aujourd'hui elle se heurte juridiquement à la réalité du terrain qui fait que c'est anticonstitutionnel, ce n'est pas légal, elle n'a pas le droit aujourd'hui de faire prendre des décisions par son âge citoyenne, les décisions aujourd'hui doivent être prises par le conseil municipal et donc cette assemblée citoyenne ne doit aujourd'hui n'être que consultative. Voilà donc pour moi la participation citoyenne tout au long de l'année à la vie politique et je dirais même à l'action politique, à vie démocratique et à l'action démocratique, cette participation du citoyen elle est fondamentale dans notre combat, ce n'est pas juste dire aux gens au lieu de voter une fois par an ou une fois tous les cinq ans pour un président, vous allez voter un peu plus souvent, moi ça ne me suffit pas dans ma transition démocratique, je ne pense pas que ça suffira à renverser la table politique, je ne pense pas que ça nous protégera, uniquement ça suffira à nous protéger des dérives autoritaires que pourrait avoir un pouvoir, je pense qu'on a besoin de plus de contrôle citoyen au-delà du simple référendum et ces assemblées citoyennes pour moi, me semblent, on leur donne le nom qu'on veut, AGORA, conseil citoyen, Sénat citoyen, mais pour moi, elles vont dans le bon sens d'intéresser, d'éduquer davantage la population, moi je suis pour par exemple rajouter des heures au collège et au lycée sur l'éducation civique, sur la culture démocratique de notre pays, pour que la génération suivante dans 10, 15 ou 20 ans soit en capacité justement de prendre la chose politique au sérieux et d'en débattre, d'aller dans des assemblées et de voter, j'allais dire, de manière éclairée, de voter de manière éclairée. Si tu faisais voter aujourd'hui les gens sur un référendum sur le pass sanitaire avec le matraquage médiatique qu'on a eu, ben on aurait eu une majorité de gens qui ont dit oui, il faut aller se faire vacciner, pourquoi ?

Parce qu'aujourd'hui, légalement, le système permet, malheureusement, à ces médias de nous rentrer dans le crâne, ne permet pas à la population de faire remonter son rigueur, d'accord ? Et donc du coup, on aurait eu une majorité de Français qui auraient dit, c'est ce qu'ils ont fait d'ailleurs, il faut se faire vacciner, parce que le vaccin, il protège de la contamination et le vaccin protège les effets graves secondaires. Alors qu'en pratique, qu'est-ce qui s'est passé ?

On a compris scientifiquement, quelques mois ou années plus tard, que ce n'était pas le cas. Et donc pour moi, ce sujet-là, le rig tout seul ne suffit pas. Les assemblées citoyennes, les mandats impératifs, les participations au budget, pour moi, c'est tout ça que je voulais mettre dans les critères de notre camarade du Portail Municipal.

Il a voulu mettre, quand on regarde les critères du Portail Municipal, c'est rig, rig, rig, c'est 80% du rig. Donc nous, on a dit, ben rig, c'est formidable, mais il ne suffit pas.

[Intervenant 2] (2:26:53 - 2:26:54)
Oui, je...

[Intervenant 1] (2:26:54 - 2:27:18)
Je vais même te donner un autre exemple, je te donne un autre exemple, parce que je ne voudrais pas... ... me critiquer sur ce sujet-là.

Il y a un critère sur le Portail Municipal, c'est d'amener son soutien à la candidature de Clara Heger. Nous, on a dit, au Portail Municipal, on lui a dit, mais attends, mais pourquoi il faut apporter son soutien à Clara Heger pour avoir des points sur ton label ? Nous, on veut...

Je n'ai jamais vu ça. Ben si, ça fait partie des critères.

[Intervenant 2] (2:27:19 - 2:27:54)
Excuse-moi, Bruno, je n'ai jamais vu ça. Je ne voudrais pas qu'on place un quart d'heure là-dessus, parce que ce n'est pas le but de l'émission, mais honnêtement, je n'ai jamais vu ça. Tu verras, tu verras.

Enfin, moi, ce que je sais, je sais, ce que je vois, ce que je vois, ce que je vois, Renaud, c'est que, comme tout le monde, il y a de la part... Il existe d'ailleurs un autre portail qui s'appelle Les Communes, je crois, ou A vos Communes, c'est ça ? C'est ça, je crois, A vos Communes, qu'on va simplement recevoir aussi dans le cadre de la pluralité.

Oui, c'est le meilleur porte-parole.

[Intervenant 1] (2:27:55 - 2:28:05)
Pascal Lembreton, qui porte ce projet-là, qui est un meilleur porte-parole. C'est un maire qui est au service de la population. Et aujourd'hui, quand il est citoyen, il travaille avec ce portail.

[Intervenant 2] (2:28:06 - 2:32:27)
Ce que je veux essayer de faire comprendre, et c'est là toute la difficulté de ton travail. Encore une fois, c'est avec sérieux que nous envisageons une coopération avec coalition citoyenne, parce que justement, tu fais partie des gens qui sont capables de discuter et de parler avec des personnes qui n'arrivent pas jusqu'à présent à discuter ensemble, ce qui est quand même le plus incroyable. C'est-à-dire que les propres ennemis de la démocratie, ce serait éventuellement les démocrates eux-mêmes.

Alors que je suppose que la grande majorité du citoyen lambda, avec une approche très simple, apaisée, pragmatique, ne pourraient qu'appeler de leur vœu ce genre d'avènement qui pourrait enfin nous redonner une forme de pouvoir. Il y a dans la démarche de chacun une évolution. Nous sommes tous en marche.

Alors, ce n'est pas un mauvais jeu de mots, une référence à notre président, je suis désolé, mais c'est vrai que nous sommes tous en marche, nous sommes tous en train de cheminer et que ce que tu as peut-être constaté à une époque sur le travail, par exemple, que fait Raphaël, mais d'autres, y compris nous, et certainement toi aussi, ce qui était valable avant-hier n'est pas forcément valable et on a tous une adaptation à géométrie variable dans le but d'aller dans la même direction et dans le même but. Donc, si un jour tu as cru voir que tu as réagir, que nous nous salions et que nous allons recevoir bientôt avec Raoul aussi pour faire un petit point sur la campagne de solution démocratique, puisque ce n'est pas parce que nous sommes impartisans, par exemple, avec Cali, ou que toi tu es trans-partisan, comme tu le dis, qu'il ne faut pas laisser la parole et surtout ils font un travail magnifique de terrain et de ménage, donc il faut que nous arrivions à avoir la possibilité de discuter avec tous ensemble et surtout de s'entendre sur ce qui nous rapproche et pas ce qui nous divise. Et ce qui m'ennuie quand je viens de dire ça, c'est que j'entends parler la vieille politique, c'est-à-dire que moi, je suis d'une génération qui a 60 ans et je me sens obligé de parler comme j'ai entendu ça depuis 40 ans, alors que je n'aspire qu'à une chose, c'est de pouvoir parler autrement.

Donc, c'est là où il va falloir, je pense, à un moment donné, être intransigeant et radical par rapport à cette démocratie et qu'il va falloir que certainement, certains masques tombent, je ne parle pas de l'extérieur, de ceux qui pourraient éventuellement la manipuler, je parle de l'intérieur, parce que si tout à l'heure, on parlait d'infiltration, de substitution, il y a aussi chez les démocrates, tu l'auras bien compris et tu en es tout à fait conscient puisqu'on a eu ces discussions en privé la dernière fois, il y a de l'infiltration, des gens qui nous empêchent et plutôt qui nous obligent à tourner en rond et au lieu de regarder dans l'autre direction, en face. Donc, pour terminer, pour clore le débat, je vais passer la parole à Khalil, je vais juste mettre le lien, te rappeler que Clara Heggern n'est pas un critère du Label, mais pas du tout, je ne sais pas où vous avez cherché ça, mais peut-être que c'était l'objet d'eux, donc vous irez voir et vous jugerez par vous-même, c'est important, parce que je pense que le portail municipal fait partie des solutions et des outils, on va faire une émission dédiée où on va inviter les gens de Décidim, notamment on reçoit Laurent Louis, un ancien député belge qui a lancé une

émission, un mouvement qui utilise lui aussi une application, donc on va lancer à un moment donné une émission où on va essayer de faire des retours d'expérience concernant les outils numériques importants et je pense que de la même manière que nous devons être à l'écoute des autres, nous devons aussi à un moment donné être capables de voir l'évolution de chacun, parce que nous évoluons.

Bref, j'en reste là si tu veux répondre et rebondir et je passe la parole à toi.

[Intervenant 1] (2:32:27 - 2:32:34)
Non, pas de souci, écoute, il se trouve que je suis sur le portail municipal sur Bordeaux, donc tu verras, moi si vous parlez du portail municipal, c'est très bien.

[Intervenant 2] (2:32:36 - 2:32:40)
Alors, moi très bien, voilà, merci, OK.

[Intervenant 3] (2:32:43 - 2:40:58)
Oui, bon, alors effectivement, ça m'a intrigué cette histoire également, je suis donc allé tout de suite sur le portail municipal et effectivement, dans les 18 critères, il n'est absolument pas question d'inciter à une votation. Donc bon, encore une fois, ça peut être une méprise, il n'y a pas de souci, mais c'est intéressant parce que finalement, comment dire, en fait, Stéphane a dit que j'étais comme lui, quelqu'un d'un peu jusqueboutiste et c'est vrai, que dans ma vision de ce qu'est la démocratie, je suis considéré comme un extrémiste parce que, comme je suis un systémiste, j'ai pensé depuis plus de 20 ans à comment mettre en œuvre un système qui puisse se passer des représentants le plus possible et donc à ce titre, je suis un extrémiste de la démocratie, mais j'ai créé un néologisme pour me définir et je me considère comme un utopessimiste, c'est-à-dire que j'ai l'utopie de penser qu'on peut aller très loin dans la volonté de changer le monde et le pessimisme de me dire que je ne le verrai jamais de mon vivant et peut-être que ça n'arrivera jamais. Et à ce titre, j'ai à la fois la volonté d'aller très loin dans le changement de la société, mais en même temps, le pragmatisme, je pense nécessaire pour comprendre que il faut mesurer sa volonté parce que le mieux, il est mis du bien. Et je pense que c'est humain, c'est une tendance humaine de vouloir aller jusqu'au bout de sa pensée.

Et d'ailleurs, c'est toi, Renaud, qui parlait de quelqu'un, un député qui, je pense, a entièrement raison quand il dit que les listes citoyennes, les micro-partis ont finalement une portance qui est ridicule et un égo surdimensionné. Et nous sommes beaucoup à être comme ça parce que nous sommes portés par un esprit noble. On sait que ce que l'on veut, ce n'est pas par intérêt, ce n'est pas par cupidité, par perversion, c'est par noblesse et qu'à ce titre, on pense que tout le monde devrait penser comme nous.

Mais c'est une erreur. Je pense que c'est une erreur parce qu'en fait, en faisant ça, on est sur un jusqueboutisme qui se focalise sur les divergences plutôt que de se focaliser sur les convergences. Et ça, c'est notre problème à nous, idéologues de la démocratie.

Et d'ailleurs, c'est intéressant parce que, encore une fois, j'aime beaucoup ce petit écrit, j'invite vraiment tous nos auditeurs à aller lire, c'est 20 pages, 40 pages peut-être, je ne sais plus exactement, une note sur la suppression générale des partis politiques de Simone Veil. Et dans ce petit traité, elle expose quels sont les trois objectifs d'un parti politique. Et le deuxième objectif d'un parti politique, c'est finalement d'exercer une pression, d'ailleurs elle l'écrit comme ça, j'ai retrouvé l'écrit, un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres.

C'est-à-dire que le but, c'est d'éteindre toute velléité, de nuire au parti lui-même, avec une pensée divergente. Or nous, en tant que démocrate, nous favorisons toute pensée divergente. Et c'est un petit peu notre force et notre faiblesse.

C'est-à-dire que finalement, en pensant comme ça, on se focalise sur beaucoup de points de divergence qui sont extrêmement mineurs, en réalité. Très juste. Et c'est ce qui crée notre faiblesse.

Et ça, il va falloir peut-être que l'on soit un peu plus stratège et qu'on soit capable de passer par-dessus. C'est-à-dire que la petite divergence qu'il peut y avoir sur le fondement de est-ce que les critères du portail municipal démocrate sont à modifier ou pas, très sincèrement, pour le moment, c'est une question qui est de l'ordre, du mieux et les mieux du bien. Vouloir mieux nuit au bien qu'apporte le portail municipal.

De la même manière que Stéphane, qui a juste dit, est-ce que finalement, la participation des citoyens n'est pas antagoniste avec le fonctionnement réellement démocratique qu'on nomme démocratie directe ? Oui, c'est vrai, mais finalement, est-ce que vouloir absolument aller vers la démocratie directe pour le moment n'est pas un mieux qui nuit au bien, déjà, d'inciter à la participation ? Et ça, je pense que nous avons tous, collectivement, et j'en fais partie aussi, cette tendance à vouloir toujours le mieux qui nuit au bien.

Le mieux est l'ennemi du bien, il faut essayer de se le rappeler assez souvent. Ensuite, il y a un autre point qui a été pour moi assez intéressant dans vos échanges, c'est la différence entre la votation et la réflexion. Voter n'est pas la même chose que réfléchir, c'est-à-dire que quand je réfléchis à comment je vais voter, je suis dans un processus intellectuel qui est totalement différent que d'exprimer cette réflexion, qu'elle soit aboutie ou non.

Et d'ailleurs, quand on regarde aujourd'hui ce qu'on demande aux citoyens, ce n'est pas de réfléchir, c'est de choisir. Donc, quand les citoyens votent à l'élection présidentielle, ils ne réfléchissent pas, ils choisissent entre le pire et le moins pire, en quelque sorte. Ce n'est pas français, mais je l'exprime volontairement comme ça.

Et nos députés font la même chose, nos députés ne réfléchissent pas sur leur votation. Nos députés se soumettent, encore une fois, à la décision du parti. Et là, je reviens sur les écrits de Simone Veil.

Donc, quand nous demandons à nos citoyens de participer, même si ce n'est qu'une participation mineure et qu'elle n'est pas suffisamment éclairée, Renaud parlait du vote éclairé, mais il n'y a pas de vote éclairé aujourd'hui puisqu'il n'y a pas de libéral, il n'y a pas de liberté d'information. On le constate, les médias sont détenus par des personnes qui ont des intérêts oligarchiques dans l'information qu'ils proposent, les citoyens sont très peu informés. Oui, il n'y a pas de neutralité, il n'y a pas de...

Il n'y a pas de neutralité, il n'y a pas de pluralisme véritable. Si c'était le cas, on aurait bien plus d'informations sur ce qu'est véritablement la démocratie et non pas la République représentative. Donc, toutes ces choses-là, je pense, sont à intégrer dans notre réflexion globale, c'est-à-dire que le fait de favoriser l'émergence d'une démocratie réelle n'est pas simplement le fait de modifier l'aspect du mode de fonctionnement de la votation ou même du mode législatif, il est global.

C'est-à-dire que tant que nous n'aurons pas un système d'information plus libéré, tant que nous n'aurons pas un système d'échange interpersonnel beaucoup mieux organisé, nous ne pourrons pas dire que nous sommes en démocratie quand même nous aurions un système de votation qui soit plus citoyen, plus ouvert, plus participatif ou totalement direct. Et donc, je reviens, c'est par rapport aux échanges que vous avez lus. Et donc, je reviens à la question qui m'a fait demander la parole, c'est que Renaud, tu as parlé de l'abstention, il me semble, et que tu l'as analysée sur le prisme économique.

Et là, ça me pose question parce que je ne pense pas que l'abstention soit liée à une question d'ordre économique. Alors, je ne sais pas, peut-être que je n'ai pas bien compris, parce que pour moi, l'abstention, elle est liée à deux éléments principaux qui sont premièrement le désintéressement de certains citoyens, c'est-à-dire qu'il y en a, ils n'en ont strictement rien à faire, ils se préoccupent plus de savoir quel joueur va jouer dans leur équipe favorite ou qu'est-ce qu'il y a à manger à la cantine le lendemain plutôt que de savoir comment la société va s'organiser.

Et puis, il y a pour d'autres qui eux sont intéressés mais qui ne participent pas malgré tout, c'est le sentiment d'impuissance, le sentiment que quoi qu'ils aillent voter, de toute façon, la situation ne changera pas. Et là, on a donc cela, une réponse à pouvoir apporter. Donc, c'est pour cela que j'aimerais avoir peut-être des précisions, peut-être que j'ai mal compris ou je me suis totalement envoyé, mais j'aimerais savoir ce que tu penses de l'abstention.

[Intervenant 1] (2:41:00 - 2:42:37)
Très bien, Khalil, je te remercie de toute ta réflexion, c'est très aligné avec ce que je pense. Je crois aussi que le mieux est l'ennemi du bien. Je crois aussi que la radicalité démocratique est un frein à la transition démocratique.

Je pense que si on met le curseur trop haut, si vous voulez le dire plus simplement, on se donne moins de chances d'y arriver. Je préfère monter le curseur progressivement et se donner plus de chances d'y arriver parce que sinon, j'ai peur qu'on reste dans l'idéologie, dans le rêve, et qu'il faudra des décennies pour y arriver. Surtout, j'ai aussi conscience de ce qu'il y a en face de nous, qui sont des gens qui sont sacrément déterminés à tout faire pour capoter notre projet.

Et donc, j'allais dire qu'il faut avoir conscience qu'en face, ce n'est pas la cour de récré. On a quand même un député LR qui vient d'être retrouvé pendu chez lui parce qu'il allait on ne sait pas, on ne saura jamais, mais on sait que c'est un député qui a enquêté sur la Macronie, qui a enquêté sur le financement de la campagne d'Emmanuel Macron, sur les ventes d'Alstom à laquelle a participé Emmanuel Macron, sur les liens entre McKinsey, les collaborateurs McKinsey et Emmanuel Macron pendant sa campagne, et que c'est un député qui était très attaché à l'éthique, à la probité, qui était très engagé sur les sujets anticorruption, et que c'est quelqu'un qui a été retrouvé assassiné chez lui, en tout cas pendu chez lui. Donc, ça pose des sujets graves d'ailleurs.

[Intervenant 3] (2:42:37 - 2:43:08)
Attention à ce qu'on dit, parce que si tu parles d'Olivier Marlex, je pense que c'est de lui dont tu parles. Il faut vraiment mettre des pincettes parce que là, quand tu dis qu'il a été assassiné, malheureusement, le résultat de l'enquête ne le prouve pas pour le moment. Retrouvé, retrouvé.

Donc, nous devons, nous aussi, sur notre espace d'échange, de faire attention à ce que l'on avance, parce que ça peut être considéré comme des accusations qui ne visent personne pour le moment, mais qui sont excessives. Tu as raison, c'est pour ça que je me suis repris. Mais par contre, il y a forcément des décisions qui ne sont pas inintéressantes.

[Intervenant 1] (2:43:08 - 2:46:53)
C'est ça. Et on aura d'ailleurs un débat, nous, le 30 août, on reçoit un avocat à Paris qui s'appelle Roland Sanviti, qui travaille sur un prix du juge Falcon, le prix Falcon, qui remet chaque année, depuis 15 ans, pour dénoncer les problèmes de corruption dans la politique. Et je pense qu'on a, aujourd'hui, malheureusement, affaire à des gens en face de nous qui sont extrêmement déterminés pour garder le pouvoir.

Pour te répondre, et donc il faut aller sur du pragmatique, il faut aller sur du pragmatique pour faire avancer nos idées démocratiques. Pour te répondre, non, aller chercher les abstentionnistes, c'était ça que je disais avec le critère du pouvoir d'achat. Je ne pense pas que les gens ne votent pas pour problème de pouvoir d'achat.

Je pense, comme toi, qu'ils ne votent pas parce qu'ils pensent que ça ne sert à rien, que ce n'est pas utile, qu'ils ne sont pas entendus et qu'ils ont d'autres choses à faire. Ils ne sont pas intéressés à ça. Ça, je suis tout à fait d'accord avec toi.

Je répondais à la question de Marc, c'est comment aller chercher les abstentionnistes ? Et je disais d'aller chercher les abstentionnistes en parlant de notre idéal démocratique, de cette première démocratie dans laquelle il y aura le RIC constituant, dans lequel il y aura 35 000 assemblées citoyennes en France, dans lequel il y aurait un Sénat citoyen, dans lequel il y aura du mandat

impératif ou mandat révocatoire, dans lequel il y aura participation des citoyens à toutes les décisions de la cité. Dans notre idéal démocratique, je pense que si on ne parle que de ça dans nos campagnes municipales, nos campagnes électorales au sens large, que ce sera pareil pour moi sur les présidentielles et sur les législatives qui arrivent tout de suite derrière en 2027.

Si on ne parle que de démocratie, j'ai peur que ça ne suffise pas et qu'il faut parler d'autre chose. Et l'autre chose, c'est là où je parlais de pouvoir d'achat, l'autre chose qui me semble pertinent aujourd'hui de parler, c'est démocratie et urgence sociale, c'est urgence démocratique et urgence sociale. Et donc c'est parler aussi des sujets de pouvoir d'achat avec l'augmentation des salaires, la baisse des taxes, etc.

Et donc en cela, reprendre une grosse partie d'ailleurs des revendications de nos camarades, de nos revendications gilets jaunes. Donc c'était pour ça que je parlais du pouvoir d'achat, c'est pour aller chercher, pour intéresser les abstentionnistes à la campagne. D'ailleurs, on va essayer de mener, nous et j'espère que plein d'autres collectifs le feront avec nous, les partis le font aussi, on va essayer de mener une campagne dès le mois d'octobre pour inciter les gens à aller s'inscrire sur les listes avant le 31 décembre.

Il y a un travail qui a été fait par les gens de Victoire Populaire qui sont des listes du Lyon de la gauche, qui ont fait appeler des milliers de bénévoles, ils ont fait appeler plusieurs centaines de milliers de citoyens pour les aider à faire l'inscription à la liste électorale. Il y a d'ailleurs une application et un site internet qui est en ligne, qui sera présenté lors de nos rencontres en septembre, il y aura au Théâtre de la Concorde, le samedi 20 septembre à Paris, il y aura les États généraux de la démocratie qui seront organisés notamment par la CRD, la Coalition pour le Renouveau Démocratique, et il y aura notamment ces applications mobiles qui aident les gens à vérifier s'ils sont inscrits, et si ce n'est pas le cas à les inscrire, et également à faire la démarche de procuration.

Ça me semble un élément important également sur les campagnes, on l'a vu que dans certaines communes ça peut se jouer à quelques voix et les gens de Victoire Populaire expliquent qu'ils ont bien réussi à faire basculer certaines législatures en leur faveur parce qu'ils ont obtenu de nombreuses procurations auprès de la population. Donc ce sont des pratiques à discuter, à voir si c'est pertinent ou pas de les appliquer, mais là aussi je pense qu'il faudra être très concret et très pragmatique pour se donner le plus de chance possible lors des élections prochaines.

[Intervenant 2] (2:46:56 - 2:54:16)
Bien, on va doucement se diriger vers l'applauditure, sauf si tu penses avoir quelque chose à dire, je voulais préciser deux petites choses. La première c'est rebondir, alors ce n'est pas exclusivement lié ni à ta personne ni au propos que tu viens de tenir, mais je me suis personnellement assez choqué en ce moment de cette grande mode de dire que je ne suis pas suicidaire, etc. Moi j'ai une pensée en priorité aux familles de ces défunts, jusqu'à preuve du contraire, ils ne se sont pas suicidés avec deux balles dans la tête, il y a eu des crimes d'État, on est bien d'accord, il y a eu des zones d'ondes, notamment pour ceux qui s'en souviennent la ferme Éric Auvoir ou d'autres, on peut éventuellement avoir des suspicions sur le décès d'Epstein, notamment.

Maintenant, il y a, je pense, et ça j'avoue que j'ai beaucoup de mal à accepter cette position, une espèce de tendance à vouloir se victimiser presque a priori sur des malheureusement on pourrait appeler des drames humains, et que malheureusement pour en avoir vécu un de cette manière, tout ceci entraîne une enquête de gendarmerie, c'est obligatoire, c'est la loi, et entraîne dans cette enquête de gendarmerie, bien entendu, une autopsie. J'aimerais bien qu'on arrête, parce que personnellement je trouve ça révoltant, je le dis comme je le pense, qu'on arrête de jouer à ce petit jeu des résistants qui ne trouvent pas mieux, et c'est valable, j'entends ça partout, c'est ça qui est incroyable, c'est-à-dire qu'autant dans toutes les générations, c'est devenu un leitmotiv et j'avoue que je suis choqué, je tenais à le dire, je profite de cette tribune pour le dire, laissons les familles en paix dans ce genre de moment, et surtout n'en rejetons pas qu'il y a suffisamment, malheureusement dans l'histoire, la vraie et la grande comme la petite, des vrais meurtres, des vrais assassinats, je pense qu'aujourd'hui le combat est difficile pour tout le monde, on recevait hier Chloé Framerie qui a

payé cher, cette forme d'assassinat social ça s'en est vraiment un, puisqu'elle a tout perdu y compris son travail, alors qu'elle avait des compétences et qu'elle était reconnue par la totalité de sa profession, et donc il est important de rappeler une certaine forme à la modération, en dehors je dirais de toute considération légale qu'Ali a rappelée, c'est juste une parenthèse, je tenais à le dire parce que j'entends à chaque fois beaucoup ça, et je trouve que je me mets à la place des familles, ça ne doit pas être très plaisant, d'autant plus qu'il y a de fortes probabilités que ce soit complètement faux, et que c'est une forme d'instrumentalisation d'une situation tragique, et que j'aimerais bien qu'en tout cas on ne fasse pas ça dans nos émissions, mais encore une fois je ne te sens pas du tout visé, c'est juste parce qu'on a tous une tendance à cette facilité, et je trouve qu'en l'occurrence cette facilité est quand même presque de mauvais goût, je ferme la parenthèse, je vous tenais en tout cas à te remercier, avant de te laisser le mot de conclusion habituel, je tenais à te remercier pour tes convictions, tu fais partie de ces hommes intègres, on n'est pas au Burkina Faso mais presque, certains de tes bêtes acteurs trouveront chez toi une forme de langue de bois, on leur a compris, une forme d'ambiguïté aussi, mais tu es en train de faire quelque chose que personne n'a réussi jusqu'à présent à faire, c'est pour ça que je tenais aussi à te remercier, de pratiquer ce grand écart, où tu vas essayer de faire parler des gens qui ne parlent pas ensemble, alors qu'on regarde dans la même direction, et qu'on veut aller sur le même chemin, parfois différent avec des sentiers un peu pareils, mais on veut déboucher sur la même clairière, en tout cas je tenais vraiment à te remercier, et on te suivra et on te ravitera volontiers dans cette démarche qui est la tienne, et bien entendu avec nos moyens, et notre, alors je l'ai employé le mot neutralité, il ne faut pas que le mot neutralité soit pris comme un refus d'agir, ou une incapacité à prendre des positions, ou bien au contraire, encore une fois nous sommes force de proposition, et on est tout à fait d'accord pour établir des synergies, et de pouvoir trouver au sein de notre peuple pluriel, tu faisais tout à l'heure la métaphore du sport, puisque tu es celui du monde sportif, moi aussi pas du foot mais du basket, et que j'ai exercé à un certain niveau à une époque de ma vie, et pour moi la démocratie est tout à fait comme une équipe de sport, et j'aime beaucoup cette analogie, où la détermination individuelle, les qualités individuelles, les compétences individuelles, les égos même individuels doivent toujours être au service du collectif, pour essayer de mener à bien dans un sport, ce qu'on considère comme une victoire, avec tout le fair play que doit engendrer une forme de compétition, donc aujourd'hui on est très heureux de t'avoir reçu, et de pouvoir avoir établi pour la seconde fois un dialogue, qui sera à mon avis pas le dernier, et je vais en remerciant Kali de sa présence, Marc de sa présence, je te laisse le mot de la fin, puisqu'on est presque à trois heures d'émission, merci aussi d'accepter d'essuyer les plâtres sur nos premières émissions visuelles, qui sont compliquées pour nous à gérer, nous ne sommes pas des professionnels, mais on va essayer de se professionnaliser comme tu l'as dit tout à l'heure, nous sommes des bénévoles de bonne volonté, et nous essaierons de faire au mieux, donc je te laisse le mot de la fin, si tu veux faire passer un message et conclure, et je remercie aussi tous nos auditeurs, et toutes les personnes qui viendront nous rejoindre au sein de l'AMDF, pour essayer de faire citoyenneté, et encore une fois de prendre un chemin dont tu n'as pas beaucoup parlé, mais de prendre ce pouvoir intérieur, qui pourra permettre de faire justement cette liste citoyenne plurielle, participative, consultative, directe ou autre, à partir du moment où on regarde vraiment dans la même direction, et qu'on a envie au moins de se réapproprier à la fois ce pouvoir, et puis aussi cette dignité, parce que malheureusement on se sent parfois bien indigne, de la façon dont nous sommes gouvernés depuis des décennies. Je te laisse le mot de la fin, Renaud, et puis on aura un petit générique qui annoncera notre émission de la semaine prochaine.

[Intervenant 1] (2:54:17 - 3:00:16)
Écoutez, un grand merci à vous, à toi Stéphane pour la qualité de ton échange, de la tenue de la réunion, et de la préparation aussi, et j'ai eu le plaisir de te côtoyer depuis peu, mais j'apprécie grandement ton travail, et donc c'est pour moi une des raisons pour lesquelles je suis venu ce soir, c'est que j'apprécie ce que tu fais dans ta démarche, et je te trouve aussi tout à fait sincère et authentique. J'ai envie de rappeler qu'on est dans une démarche collective, coalition citoyenne c'est plein de gens différents qui travaillent, d'ailleurs ce soir on avait une réunion mensuelle, ça fait deux ans qu'on a une réunion mensuelle le 30 de chaque mois, on a aussi une réunion hebdomadaire chaque lundi à 21h, on a nos premiers coordonnateurs régionaux qui vont être déployés à partir de septembre dans les 13 régions, j'invite tous ceux qui ont envie de participer au groupe de travail, on a des groupes de travail, deux notamment dédiés sur les assemblées citoyennes, les agoras, et un

autre sur les élections, en ce moment les municipales, voilà, et donc de venir participer, proposer, améliorer, enrichir, et décider ensemble quel sera le meilleur chemin pour atteindre notre première démocratie qu'on souhaite tous. Je rappelle que c'est une démarche collective, et je salue ici tous les camarades qui travaillent bénévolement comme vous, et dans plein d'autres collectifs depuis des mois et des années entières, certains sont épuisés, certains sont à bout de souffle, certains sont bien contents de voir des ressources vives arriver, parce qu'ils portent un combat légitime depuis bien longtemps, et on n'est nous que la suite logique de tout ce qu'ils font, et j'espère qu'il y en aura encore beaucoup d'autres derrière nous qui militeront pour qu'on arrive à cette première démocratie. Et la deuxième chose, j'ai envie de vous dire, en remerciant aussi Marc et Kali pour leur bienveillance et leur questionnement, et j'espère rééchanger avec vous bientôt messieurs, parce que j'ai l'impression qu'on a plus de choses en commun que de désaccords, et donc je suis sûr qu'on arrivera à trouver en bonne intelligence collective des chemins communs.

J'ai envie de te dire aussi que pour moi la démocratie, comme tu l'as compris, ça demande aussi de la pratique, et pas que de la théorie, et ça demande une démarche intellectuelle, et pas juste une logique de votation d'outils, ça demande donc de s'intéresser au sujet, de se renseigner, de se cultiver et de pratiquer, je crois beaucoup à la pratique, et pour moi par exemple la démocratie est liée au problème du média, comme on en a parlé, pour avoir une bonne votation, il faut qu'il y ait un débat neutre, il faut qu'il y ait un débat long, il faut qu'il y ait un débat passionné et passionnant, mais il faut qu'il y ait un débat utile dans lequel chacun fait un bout de chemin de sa réflexion, que chacun ressorte d'un débat en ayant avancé dans sa réflexion. À quoi me sert de débattre avec des gens qui pensent comme moi ? À quoi me sert de débattre si en sortant du débat, je ressors en me disant que j'avais raison en fait, et que je pense toujours pareil ?

Moi j'aime dire que je m'enrichis chaque jour des débats avec ces gens de gauche et de droite, je viens d'intégrer le groupe du 10 septembre sur Télégramme, le groupe du 10 septembre dans Télégramme, c'est des gens d'extrême-gauche et d'extrême-droite qui ont commencé par s'insulter, puis après ils ont commencé avec de la modération à s'écouter, et puis maintenant au bout de quelques jours, ils commencent à s'organiser.

Je me centrais dans cette démarche-là, avec Coalition citoyenne, c'est ce qu'on fait un petit peu, c'est-à-dire qu'on essaie de créer, comme tu l'as dit, ce lien, cette discussion avec tous ces gens qui au début n'avaient peut-être rien à se dire, ou par idéologie, ou par mode de pré-pensée, ils pensaient que ce n'était pas possible de parler avec. Je crois que les électeurs d'extrême-gauche et d'extrême-droite ont plus de choses en commun qu'on ne le pense. Je crois qu'ils peuvent construire du chemin ensemble, beaucoup plus qu'on ne le pense.

Et c'est pour ça qu'on a cette démarche citoyenne. Et je terminerai en disant que... Et c'est la justice.

Loin de moi l'idée de faire le juge ou le policier, je suis journaliste, donc j'aime l'investigation, j'aime me renseigner et j'aime m'informer, mais loin de moi l'idée de dire ce qui s'est passé pour notre ami député, et tu as bien fait de rappeler, Stéphane, le respect de la famille et de ne pas supputer quoi que ce soit. Je suis totalement d'accord avec toi. Mais le sujet de la justice, pour moi, c'est pour ça que j'étais sur ce sujet-là, est fondamental aussi.

Parce qu'on aura le débat le 30 août. D'ailleurs, on a invité aussi Valérie Blugo, de Révolu Droits, on a invité aussi notre ami Anatolium, l'avocat des Gilets jaunes, que vous connaissez. On a invité aussi le syndicat Justice et Liberté.

Et on pense que le sujet de la justice aussi est fondamental dans notre combat démocratique. Il faut un ministère de la Justice réellement indépendant, il faut un contrôle des citoyens sur les magistrats, il faut une possibilité peut-être de révoquer les magistrats, il faut en tout cas en débattre aussi collectivement, et prendre des décisions aussi collectives là-dessus. Je pense que notre vraie première démocratie ne pourra pas se passer de ces sujets un peu clivants, un peu techniques, un peu complexes, que sont la question des médias ou la question de la justice.

J'invite tout le monde à avancer dans son chemin de réflexion, à rejoindre les collectifs, les associations, les militants, et à propager cette bonne parole citoyenne le plus largement possible autour d'eux. Parce que je suis convaincu que ça arrivera, que la première démocratie, on l'aura. La seule chose que je ne sais pas, c'est quel jour, quelle heure on l'aura.

Ce que j'espère, c'est que ce sera le moins tard possible. Et donc, on a besoin de tout le monde, de toutes les forces citoyennes, pour y arriver.

[Intervenant 2] (3:00:18 - 3:01:14)
Je te remercie de ces mots très encourageants, optimistes. Je tiens à rappeler aussi que la démocratie directe et l'AMDF, ce n'est pas un collectif. Je suis que celui qui balaye et qui range les chaises à la fin de la soirée et du bal, en tant que président.

Je me dois de montrer l'exemple et de rester humblement à ma place. Je procurerais, en t'écoutant, ça me faisait penser à ce vieil adage qui disait qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse. Et comme nous, nous essayons de travailler sur le flacon, et que nous laissons les citoyens mettre le contenu, espérons qu'ils auront la capacité d'avoir la bonne ivresse et qu'on pourra s'enivrer aussi avec eux à l'aute de la démocratie.

Je te souhaite une bonne soirée. Merci beaucoup Renaud. On reste en contact.

Merci encore Cali. Merci Marc à tous. Et je lance le GDRU de Coupe de France.

[Intervenant 1] (3:01:15 - 3:01:17)
Bonne soirée à tous. Merci Stéphane.